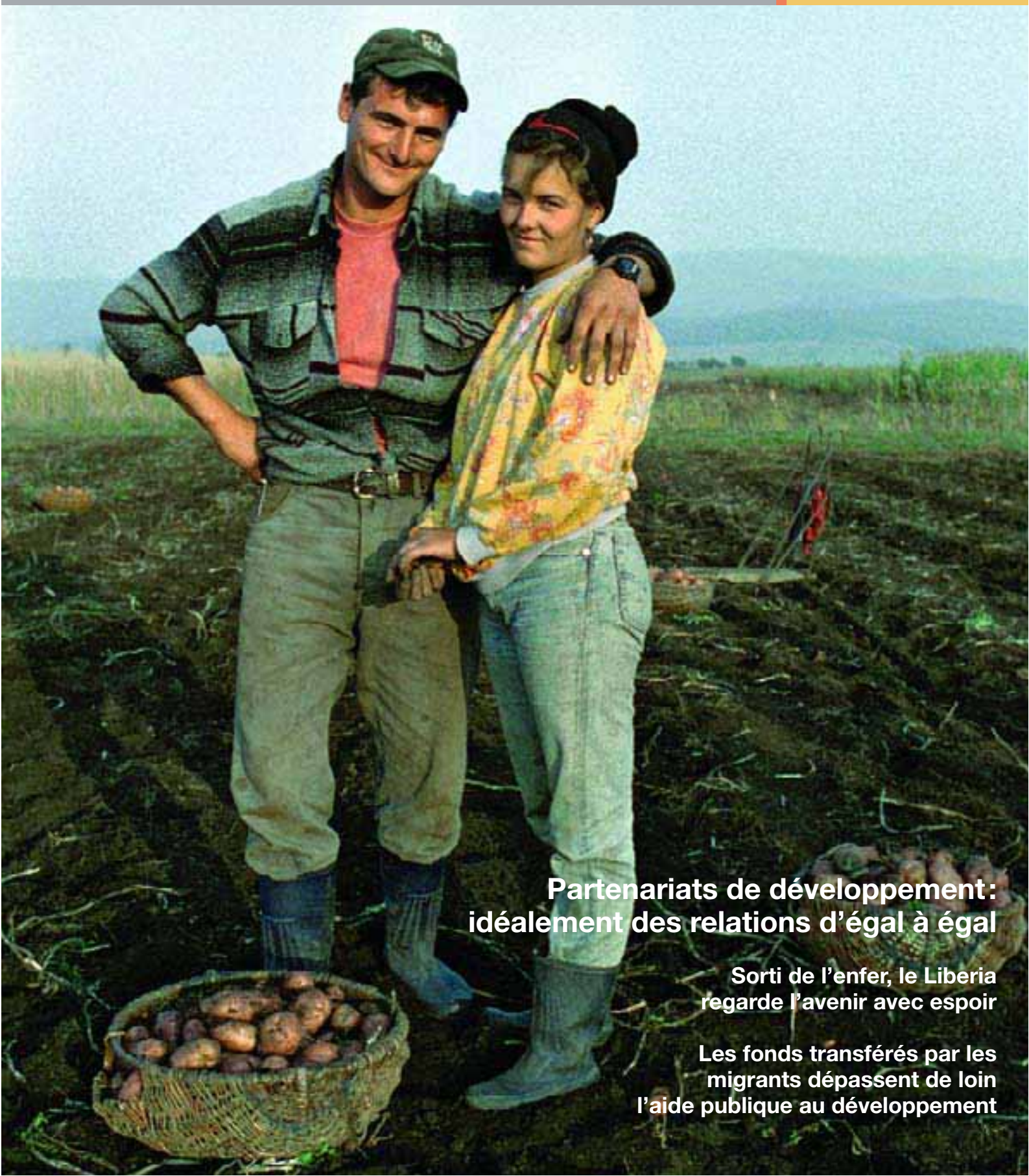


Un solo mondo Eine Welt Un seul monde

N°3
SEPTEMBRE 2006
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

www.ddc.admin.ch



**Partenariats de développement:
idéalement des relations d'égal à égal**

**Sorti de l'enfer, le Liberia
regarde l'avenir avec espoir**

**Les fonds transférés par les
migrants dépassent de loin
l'aide publique au développement**

DOSSIER



PARTENARIATS DE DÉVELOPPEMENT Idéalement sur un pied d'égalité

L'approche paternaliste des débuts de la coopération a cédé la place à des relations de nature partenariale entre donateurs et bénéficiaires de l'aide

6

«Comme un éléphant dans un magasin de porcelaine»

Entretien avec Pietro Veglio, directeur exécutif suisse auprès de la Banque mondiale

12

Un lien qui favorise la construction de l'autonomie

Au Mali, la Suisse a établi de nombreux partenariats visant à renforcer les capacités humaines et institutionnelles au niveau régional

14

Déjà sept problèmes de moins

Les programmes de la DDC au Bangladesh visent surtout à promouvoir l'autonomie des bénéficiaires

24

FORUM



Aider les proches restés au pays

En matière de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement, la majeure partie des ressources proviennent des travailleurs émigrés

26

En visite chez Stasiuk

L'écrivain ukrainien Youri Andrukhovitch tente de comprendre la relation étrange entre son pays et l'UE

29

HORIZONS



La «terre de la liberté» émerge de l'enfer

Après avoir vécu l'une des guerres les plus cruelles d'Afrique, le Liberia prend un nouveau départ et retrouve l'espoir

16

Résoudre les problèmes par la violence ?

La journaliste Vivian Gartayn souhaite que les jeunes Libériens adoptent des comportements plus pacifiques

20

DDC

Un dialogue sur les migrations

Le directeur de la DDC Walter Fust a participé à la conférence de Rabat sur la migration et le développement

21

Le coton bio, aussi rentable qu'écologique

La Suisse soutient la culture biologique du coton au Kirghizistan

22

CULTURE



Danses africaines en révolution

Il se joue actuellement quelque chose d'essentiel dans la création chorégraphique africaine

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que la transition ?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Frontières vécues

«C'est vrai, à la fin : pourquoi l'Ukrainien Andrukhovitch rendrait-il visite au Polonais Stasiuk avec un visa gratuit ? Non, il doit absolument payer pour cela. Sans oublier surtout de faire enregistrer ses empreintes digitales, comme c'est la règle pour tout individu qui est venu au monde parmi des prostituées et des criminels!»

Ces lignes, que vous trouverez à la page 29 du présent numéro, sont de la plume de l'écrivain ukrainien Youri Andrukhovitch, notre chroniqueur invité pour l'année 2006. Sa «carte blanche» met dans le mille : elle nous rappelle que l'Europe n'a pas du tout la même signification pour nous Suisses que pour d'autres nations non-membres de l'UE. Ce changement de perspective nous invite à réfléchir. Qui sommes-nous ? Qu'en est-il de notre situation en Europe et de notre solidarité avec les populations défavorisées du monde ? Où la Suisse doit-elle prendre, sans le voler, le milliard de francs destiné à renforcer l'intégration des nouveaux pays membres de l'UE ? Notre situation financière est alarmante, nous alignons les plans d'économies afin de ne pas grever l'avenir de nos enfants en leur laissant des dettes démesurées. Où donc allons-nous trouver ce milliard de francs ? Il s'agit de questions épineuses qui appellent une réflexion approfondie. Cet examen est difficile mais nécessaire.

Après avoir été complètement dévasté par la guerre civile et la terreur, le Liberia a élu à sa tête une femme porteuse d'espoir. La nouvelle présidente, Ellen Johnson-

Sirleaf, a rendu visite à la Suisse en mars dernier. Elle a rencontré notamment le président de la Confédération Moritz Leuenberger et la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey. À cette occasion, il a été décidé que le directeur de la DDC Walter Fust se rendrait au Liberia pour examiner – avec les spécialistes de l'aide humanitaire et les partenaires locaux – comment la Suisse pouvait élargir rapidement son assistance à ce pays. Résultat de cette mission : en plus des 4,9 millions de francs budgétés au début de l'année, la Suisse consacra 3 millions de francs à des programmes bilatéraux dans les domaines de la santé publique, des infrastructures routières, de l'éducation et de la gouvernance. Vous lirez un portrait du Liberia à la page 16.

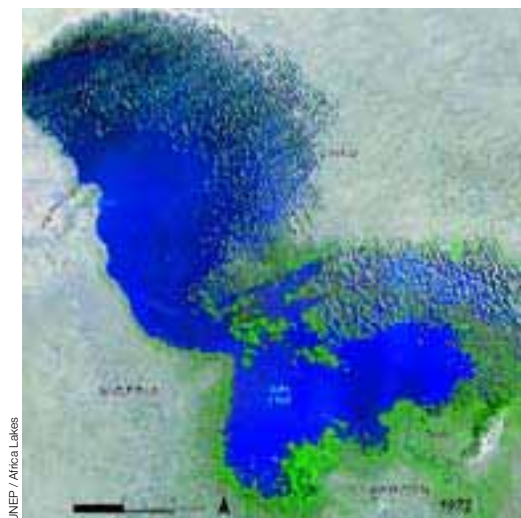
Ces deux articles témoignent de la confrontation à des frontières, dans un sens positif. Il faut en effet savoir regarder au-delà de l'environnement familier pour élargir son horizon, aborder l'inconnu sans préjugés, s'ouvrir à autrui. Cette problématique interpelle aussi quotidiennement les partenariats de développement, thème du dossier de ce numéro, et rappelle d'ailleurs le titre de notre magazine : *Un seul monde*.

Bonne lecture!

Harry Sivec

Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)



UNEP / Africa Lakes



Lacs en péril

(bf) Avec ses 680 lacs, l'Afrique dispose de plus d'eau douce que tout autre continent. Mais elle risque de ne pas en profiter longtemps, car ces plans d'eau s'assèchent rapidement. Alors que le lac Tchad mesurait encore 22902 km² en 1963, les sécheresses et l'irrigation ont réduit sa surface à 304 km², soit 75 fois moins. Quant au lac Victoria, le deuxième plus grand réservoir d'eau potable du monde, qui approvisionne plus de 30 millions de personnes, son niveau a baissé d'un mètre ces dix dernières années. À l'aide de photos prises par satellite, un nouvel atlas du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) illustre cette mort lente des lacs. «C'est un avertissement», déclare Klaus Töpfer, ancien directeur du PNUE. «Si nous voulons éradiquer la pauvreté, nous devons veiller à une gestion plus durable des lacs africains.»

Un monde sans bananes ni maïs?

(gn) La banane est la quatrième denrée alimentaire la plus importante du monde, après le riz, les céréales et le lait. Originaires d'Asie du Sud-Est, où on la cultive depuis des millénaires, elle est aujourd'hui en danger: la cercosporiose noire (ou maladie de

Sigatoka) détruit des bananeraies entières et gagne du terrain dans le monde entier. Du fait que les bananes sont souvent produites en monoculture et qu'elles se reproduisent uniquement par voie végétative (grâce aux rejets qui poussent sur les rhizomes), leur base génétique est étroite. La majorité des fruits commercialisés sont issus de la même famille. Les variétés traditionnelles ou sauvages, qui résistent à cette maladie fongique, n'existent pratiquement plus. «Nombre de gènes susceptibles de sauver la banane ont aujourd'hui disparu», regrette NeBambi Litaladio, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Des problèmes similaires risquent de toucher le maïs. Pour préserver la productivité élevée de cette

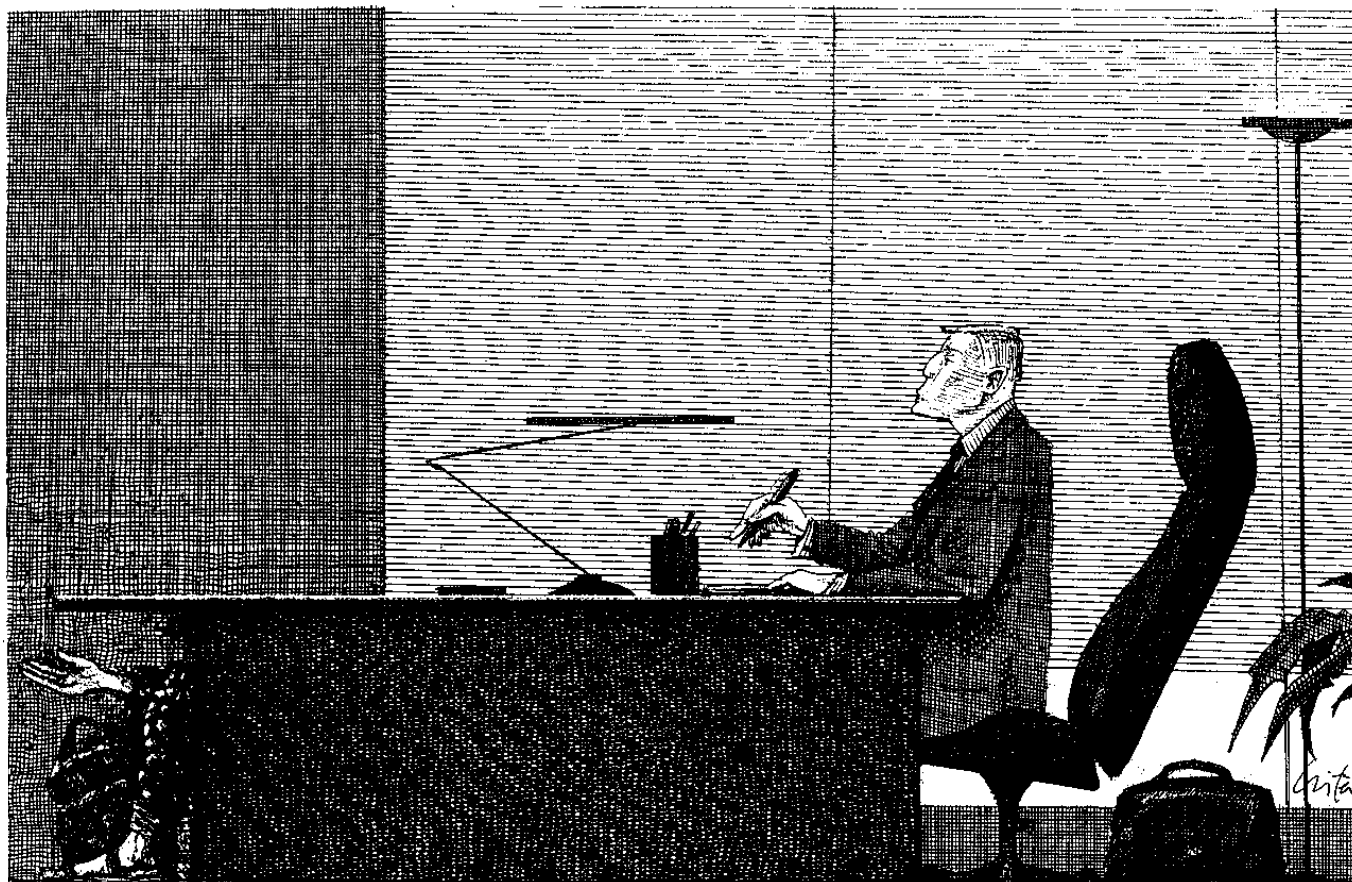
céréale, pour renforcer sa résistance aux maladies et aux insectes, il faut sans cesse faire de nouveaux croisements, en recourant principalement aux espèces conservées dans les banques de gènes. Or, même si ces dernières contiennent actuellement plus de 250000 variétés de maïs à l'échelle mondiale, la plante est menacée d'appauvrissement génétique: des chercheurs ont constaté qu'en raison de mauvaises conditions d'entreposage, plus de la moitié de ces stocks ont perdu leur capacité de germination.

La Suisse, pays en développement

(bf) Avec 25% de femmes au Conseil national, la Suisse occupe le 29^e rang parmi les 188 pays classés selon le nombre de



Condula Kropke / agenda



Partenariat

femmes siégeant dans les parlements nationaux. En tête de cette liste établie par l'Union interparlementaire, on trouve le Rwanda, où la proportion de députées atteint 48,8% depuis l'introduction de quotas. Il est suivi par les pays scandinaves, avec une moyenne de 40%. Par ailleurs, les parlements de Cuba, d'Espagne, du Mozambique, des Pays-Bas et d'Autriche comptent plus d'un tiers de femmes. L'Allemagne arrive au 16^e rang, avec 31,8%. La Suisse a perdu du terrain au cours des dernières années, en dépit d'une hausse de la représentation féminine: en 1999, elle se plaçait encore au 14^e rang, avec 22,5% de femmes au Conseil national. Outre le Rwanda, plusieurs autres pays en développement l'ont dépassée dans le classement de 2006: le Burundi (30,5%), l'Afghanistan, le Viêt-nam et la Namibie (27% chacun).

Du chocolat au lait de chamelle

(bf) La FAO cherche des investisseurs prêts à s'engager sur un marché prometteur de quelque 15 milliards de francs, celui du lait de chamelle. Les experts de la FAO sont persuadés qu'un mode d'élevage et des soins vétérinaires appropriés peuvent faire passer la production quotidienne de lait de 5 à 20 litres par chamelle. Sur les marchés africains, le prix du litre avoisine 1,50 franc. Avec 200 millions de clients potentiels uniquement dans les pays arabes, le jeu en vaut la chandelle. Pauvre en matières grasses, le lait de chamelle est un peu plus salé que le lait de vache, contient au moins trois fois plus de vitamine C et apaise les allergies. Il entre déjà dans la fabrication de produits de luxe: avec un financement de la famille royale d'Abou Dhabi, le chocolatier viennois Johann Georg Hochleitner lance cet



Hamish Wilson / Panoramas / Stratos

automne un chocolat allégé; il importera du lait de chamelle en poudre produit à Al Aïn (Émirats arabes unis), puis réexpédiera 50 tonnes par mois de chocolat vers le Golfe persique.

Performances de l'agriculture durable

(bf) Des chercheurs ont suivi pendant quatre ans 286 projets d'agriculture biologique menés

dans 57 pays qui comptent parmi les plus pauvres de la planète. Cette étude est la plus vaste jamais réalisée dans ce domaine. Sa conclusion: les paysans qui pratiquent la rotation des cultures et appliquent des méthodes biologiques ont pu augmenter leurs revenus de 79% en moyenne, sans mettre en danger les futures récoltes. Des insectes, des oiseaux et des prédateurs remplacent les pesticides dans la lutte contre les parasites. De plus, comme le sol contient plus d'humus, il emmagasine davantage d'eau, de sorte qu'il faut moins arroser. «Étant donné la croissance démographique, nous ignorons si l'agriculture durable pourra nourrir tout le monde à l'avenir», relève le responsable de l'étude, Jules Pretty, de l'Université d'Essex, en Angleterre. «Mais sa propagation augmenterait à coup sûr la productivité tout en protégeant l'environnement.»



Partenaires hier (photo du haut) et aujourd'hui: depuis les débuts de la coopération suisse, les relations entre donateurs et bénéficiaires de l'aide se sont radicalement modifiées; une nouvelle conception du partenariat a remplacé l'approche paternaliste d'antan

Idéalement sur un pied d'égalité

Les partenariats engagés par la coopération suisse au développement ont constamment évolué au cours des 50 dernières années. L'approche paternaliste des débuts a cédé la place à de nouvelles relations, dans lesquelles donateurs et bénéficiaires de l'aide se trouvent au même niveau. Il vaut beaucoup mieux, en effet, que ces derniers prennent eux-mêmes les choses en main et élaborent leurs propres stratégies de lutte contre la pauvreté. De Maria Roselli.

La gravité de la situation est connue: un cinquième de l'humanité connaît une pauvreté extrême, vivant avec moins d'un dollar par jour. Les Objectifs du Millénaire pour le développement visent une nette amélioration de la situation à l'horizon 2015, au moins pour la moitié des populations concernées. Ce but ambitieux ne pourra toutefois être atteint que si gouvernements, institutions de développement, économie privée et société civile, tant dans les nations industrialisées que dans les pays en développement et en transition, unissent leurs forces, se comportent en partenaires et empruntent de nouvelles voies.

Le budget mondial de la coopération au développement se monte à quelque 70 milliards de dollars par an. La contribution de la Suisse correspond à environ 1,5 milliard de francs. Ce sont là des sommes considérables, mais qui, à elles seules, ne garantissent pas de meilleures conditions de vie aux personnes les plus pauvres de la planète. Les partenariats noués dans le cadre de la coopération au développement jouent, à cet égard, un rôle toujours plus essentiel. Le succès des agences de développement se mesure en effet à celui de leurs partenaires au Sud et à l'Est, qu'il s'agisse de gouvernements, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'institutions publiques et privées, d'instituts de recherche ou d'entreprises. Des organisations d'entraide, le réseau mondial des ONG, le système des Nations Unies et les institutions financières internationales jouent un rôle particulièrement important dans la coopération suisse au développement.

Du «petit paysan sous-développé» au partenaire à part entière

Depuis les débuts de la coopération suisse dans les

années 60, l'attitude générale à l'égard des organisations partenaires a changé du tout au tout. «L'image du robuste fromager blanc qui montre à un petit paysan népalais comment remuer le lait dans le chaudron a marqué les premiers temps de la coopération au développement. Une aide bien intentionnée et très efficace par son caractère direct, mais aussi, rétrospectivement, un peu paternaliste», explique Adrian Schläpfer, vice-directeur de la DDC et chef de la division Coopération bilatérale au développement.

Un paternalisme analogue prévalait également à l'échelon macroéconomique dans les années 70. C'était l'époque du «Consensus de Washington», durant laquelle on a imposé aux pays en développement des programmes d'ajustement structurel, en leur promettant que ceux-ci allaient assurer la stabilisation économique. Au cours des années 80, on a pris conscience de la nécessité d'une aide au développement «d'égal à égal», donc entre vrais partenaires. Le travail de la DDC s'est alors axé de façon beaucoup plus systématique sur la participation. Il était devenu évident qu'une aide extérieure ne peut être durable que si les bénéficiaires prennent leurs responsabilités et tiennent compte de leur environnement politico-économique.

Des défis d'envergure mondiale

Toutefois, l'approche participative n'est pas la panacée. Le processus actuel de mondialisation donne une nouvelle signification aux partenariats. Il va de soi que le principe de solidarité reste fondamental dans la politique de développement, mais les défis globaux auxquels l'humanité se trouve désormais confrontée – changements climatiques, pandémies (sida) ou stabilisation des marchés financiers – modifient le sens que l'on donne à l'idée

Critères d'un bon partenariat

«Il y a différents critères à respecter pour qu'un partenariat porte ses fruits. Son bon fonctionnement exige en particulier la confiance réciproque, une convergence des valeurs, l'ouverture et la transparence. De plus, il convient d'évoquer d'emblée la fin du partenariat, afin que le bénéficiaire sache que le soutien apporté par la DDC sera nécessairement limité dans le temps. Un projet ne peut être qualifié de succès qu'au moment où il n'a plus besoin de l'impulsion et des ressources venues de l'extérieur. En d'autres termes, un bon partenariat ne crée pas de dépendance.»
Adrian Schläpfer, vice-directeur de la DDC, chef de la coopération bilatérale au développement



Des partenariats de développement s'établissent à tous les niveaux et dans tous les domaines...

de partenariat. Dans un contexte mondialisé, la politique de développement doit mieux tenir compte des problèmes que pays en développement et nations industrialisées ont en commun. « La politique étrangère et la politique de développement doivent se transformer en politique de prévoyance d'un pays, afin que celui-ci reste viable. Il faut, aujourd'hui plus que jamais, que tous les pays admettent l'impossibilité de faire cavalier seul pour résoudre des problèmes mondiaux. Cela s'applique aussi à la Suisse », affirme Walter Hofer, chef suppléant de la division Politique de développement et coopération multilatérale de la DDC. C'est pourquoi la qualité d'un partenariat ne se mesure pas seulement aux résultats d'un projet déterminé, mais également à sa capacité de contribuer à résoudre des problèmes mondiaux ou tout au moins régionaux. Lors de la sélection des partenaires, on attache donc beaucoup d'importance aux possibilités qu'ils ont d'exercer une influence sur le système.

Laisser la barre aux partenaires

La communauté internationale reconnaît la valeur de ce mode opératoire. Elle l'a concrétisé dans le partenariat pour le développement conclu en 2002 à Monterrey (Mexique), et l'a repris en 2005 dans la Déclaration de Paris. L'objectif est d'améliorer l'efficacité de la coopération par une meilleure coordination de tous les donateurs, tant au niveau bilatéral que multilatéral, et par une exploitation commune des ressources disponibles.

L'idée fondamentale est que chaque pays en développement commence par élaborer sa propre stratégie de réduction de la pauvreté, en fixant ses priorités de façon autonome. Puis les donateurs établissent leurs programmes sur la base des priorités et des besoins ainsi formulés. Ils s'efforcent de simplifier leurs pratiques, d'éviter le chevauchement d'activités et de réduire les frais administratifs en harmonisant leurs interventions. Cette façon de procéder, que les professionnels désignent par les termes « harmonisation et alignement », suscite beaucoup d'intérêt chez les partenaires des pays en développement. Les gouvernements partenaires et les ONG locales apprécient une méthode qui réduit considérablement le volume de travail bureaucratique à effectuer pour les différents donateurs et leur permet de tenir la barre en s'appuyant sur leurs documents stratégiques.

Mais des critiques se font également entendre, du fait que les pays donateurs injectent alors davantage d'argent directement dans les budgets nationaux plutôt que de financer des projets particuliers. Peter Niggli, directeur d'Alliance Sud, met en garde contre un recours excessif à l'aide budgétaire : « Premièrement, les pays en développement ne sont pas libres de formuler leur stratégie de lutte contre la pauvreté comme ils l'entendent ; ils doivent encore accepter les conditions de politique économique dictées par les pays donateurs. Deuxièmement, la société civile et les parlements de divers pays en développement se plaignent de n'être



...que ce soit dans l'agriculture, l'industrie, l'environnement ou la lutte contre la pauvreté

guère consultés quand leur gouvernement élabore sa stratégie et négocie l'aide budgétaire avec les donateurs. En plus, les expériences faites jusqu'ici montrent que les fonds de l'aide budgétaire restent souvent bloqués au niveau du gouvernement central. »

Walter Hofer comprend cette critique, mais il estime quant à lui que l'harmonisation de l'aide va bien au-delà de l'appui budgétaire. Ce qui est primordial, c'est la nécessité de réduire les « coûts de transaction » de l'aide au développement, à savoir les frais engendrés par le transfert de l'aide dans le pays bénéficiaire. « Bien que la Suisse approuve les principes d'efficacité et de partenariat inhérents à l'harmonisation et à l'alignement, elle n'en est pas l'esclave », précise M. Hofer.

Lorsque projets et aide budgétaire se complètent

Le concept « harmonisation et alignement » est appliqué depuis des années au Mozambique, pays prioritaire de la coopération suisse au développement. Au début des années 90, plusieurs pays donateurs ont formé un pool dans le but de soutenir conjointement le budget national de la santé publique.

L'idée à l'origine de cette démarche est séduisante : à quoi sert un hôpital bien géré dans un pays dont le système de santé est défaillant ? Le fait que cet établissement fonctionne ne changera rien à tout ce qui l'entoure, c'est-à-dire les autres hôpi-

taux et les services sanitaires. Il est donc essentiel d'agir sur le système dans son ensemble. Cette conviction a conduit la DDC à jouer d'emblée un rôle important dans la coordination des bailleurs de fonds au Mozambique.

À ce jour, 18 pays donateurs ont uni leurs forces. Hormis leur soutien au secteur de la santé, ils allouent également une aide budgétaire générale au gouvernement mozambicain. Parallèlement, ils réalisent un certain nombre de projets particuliers avec différents partenaires locaux. Tandis que le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) finance l'aide budgétaire générale, la DDC prend en charge l'aide budgétaire sectorielle à la santé publique. Dans ce domaine, elle finance également divers projets, comme ceux de SolidarMed et Médecins sans frontières, organisations qui collaborent avec des hôpitaux de Maputo et de Lichinga pour le traitement du sida. Ces projets viennent compléter l'appui budgétaire, en ce sens qu'ils doivent renforcer à long terme les capacités du système de santé publique dans le domaine du sida et permettre à l'État de faire face aux besoins médicaux engendrés par cette pandémie. « C'est là un bon exemple de la manière dont des projets locaux et l'aide budgétaire travaillent ensemble dans le secteur de la santé : à l'échelon local, on essaie de soulager la détresse actuelle et de former des compétences locales, tandis qu'au niveau national, on renforce le ministère de la santé publique afin qu'il puisse accomplir toutes ses tâches », explique Bures Hynek,

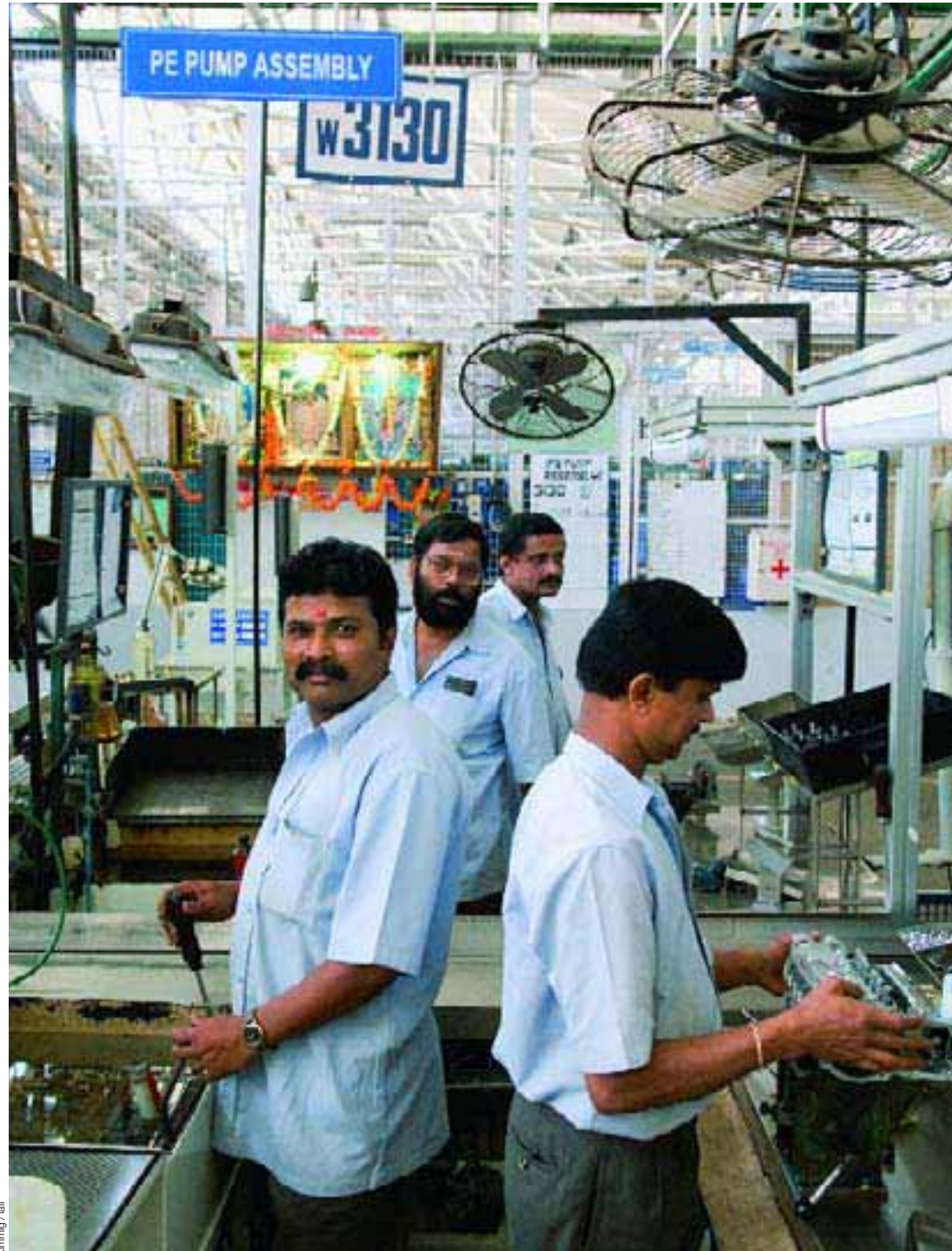
Quand le courant ne passe pas

Il arrive que le manque d'engagement du partenaire oblige à dissoudre un partenariat. Cela a été le cas à Madagascar, qui fut durant 30 ans un pays prioritaire de la coopération suisse. En 1998, la DDC a mis un terme à sa collaboration avec le gouvernement malgache. Elle est restée présente dans le pays, mais n'a plus travaillé qu'avec des œuvres d'entraide du côté suisse et des organisations de la société civile du côté malgache. « Nous avons longtemps fait preuve de patience avec le gouvernement, mais le régime de Didier Ratsiraka était corrompu et lié à l'oligarchie locale », explique Adrian Schläpfer. « Au sujet de la lutte contre la pauvreté, le gouvernement tenait un discours qui n'était absolument pas crédible. Après avoir essayé pendant des années d'établir avec lui un dialogue responsable sur la politique de développement, nous avons constaté que cela n'était ni souhaité, ni possible. La rupture était inévitable. »

Le choix des partenaires est lié au domaine dans lequel se réalisent les activités de développement: selon les cas, la coopération suisse travaille avec des œuvres d'entraide suisses, des ONG locales, des entreprises privées, des ministères ou des organisations internationales, comme la Banque mondiale

Un partenariat prend fin en douceur

La Roumanie devrait adhérer à l'Union européenne (UE) en 2007. Pourtant, elle affronte toujours de gros problèmes. Les privatisations et la réorganisation des entreprises continuent de se traduire par des licenciements massifs. Dans le cadre du processus de transition, il s'agit d'adapter la législation du travail et de trouver des solutions aux problèmes sociaux. Mandatée par la DDC, l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) réalise depuis 2000 un projet portant sur le travail et les syndicats. En collaboration avec des partenaires locaux, elle gère ainsi des centres de placement dans cinq villes roumaines. En raison de l'adhésion de la Roumanie à l'UE, il faudra dissoudre ces partenariats fin 2007. L'OSEO entend assister ses partenaires durant cette phase difficile. «Nous avons commencé dès 2003 à planifier avec eux notre départ, afin qu'ils puissent voler de leurs propres ailes le moment venu. Nous les aidons maintenant à trouver de nouveaux partenaires pour que le travail se poursuive après 2007», raconte Claude Nicolet, chargé de programme à l'OSEO.



Kennig / lat

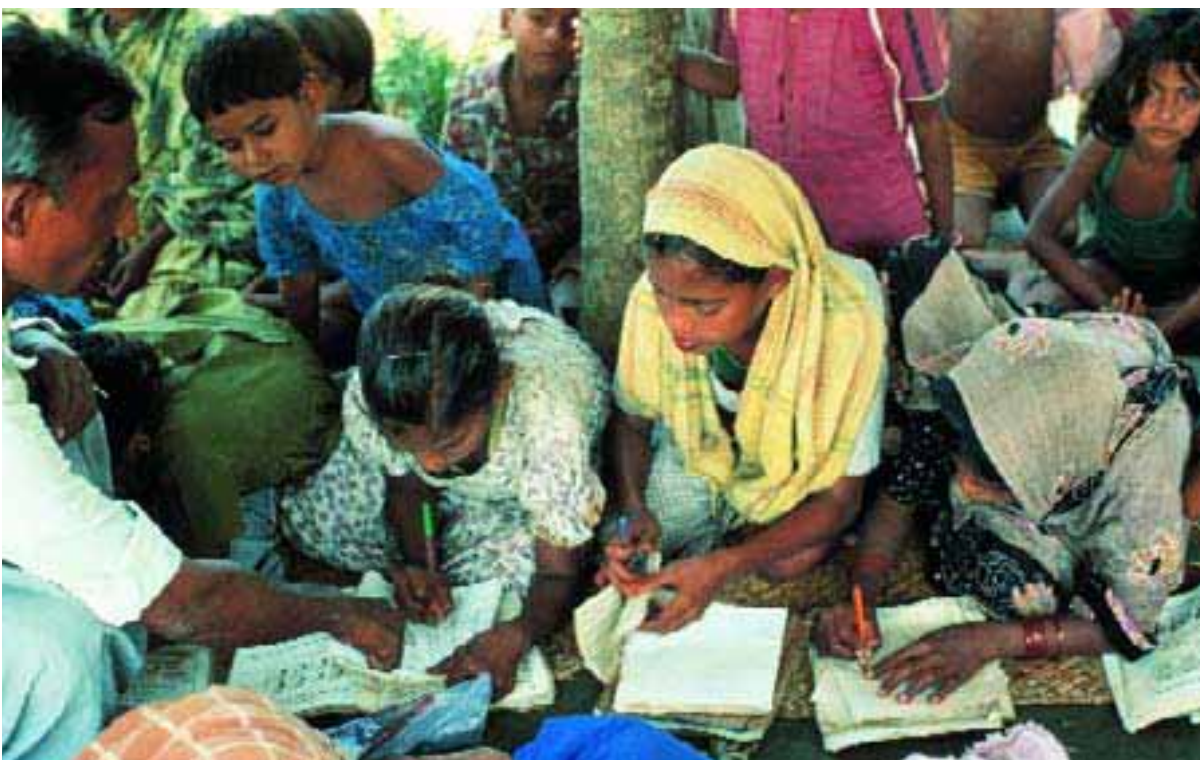
chargé de programme de la DDC pour le Mozambique.

Petites ONG, puissantes institutions financières

Mais qui sont concrètement les partenaires de la coopération suisse au développement? Il serait impossible de les énumérer tous. La DDC travaille avec des centaines d'organismes divers, d'institutions publiques, d'ONG ou d'entreprises privées, aussi bien en Suisse que dans les pays en développement et en transition, et aussi, bien sûr, à l'échelle internationale. D'innombrables acteurs font partie des partenariats pour le développement: employés de ministères, cadres des institutions financières internationales, scientifiques de centres de recherche ou encore activistes d'ONG. En Suisse, des partenariats ont été conclus avec des œuvres d'entraide telles que Caritas, Eper, Pain

pour le prochain, Action de carême, Terre des Hommes, Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) et bien d'autres. Ils revêtent une importance particulière, car c'est grâce au travail des œuvres d'entraide que l'aide suisse au développement a débuté; la Confédération s'y est jointe dans les années 60 seulement. Helvetas est l'une des plus anciennes d'entre elles.

La collaboration est si étroite qu'au Bhoutan, par exemple, le programme de la Suisse est entièrement réalisé par Helvetas, qui assume également la représentation de la DDC sur place. «Les partenariats avec des ONG suisses sont extrêmement importants pour la DDC, car ces organisations apportent – avec leur expérience, leurs compétences et leurs propres partenaires dans le Sud – une contribution vitale à la conception et à la mise en œuvre de la coopération suisse», fait observer Konrad Specker, chef de la section ONG à la DDC.



Influence capitale

Tout aussi essentiels sont les liens établis avec l'ensemble des organismes onusiens, en particulier avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef), le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (Fnuap) et bien entendu les institutions financières internationales, comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

L'adhésion à la Banque mondiale (en 1992) puis à l'ONU (en 2002) était controversée dans la population suisse, mais elle a eu rétrospectivement un impact positif considérable sur la Suisse et sa coopération au développement. «La Banque mondiale n'est certainement pas l'institution de développement idéale. Cependant, le fait d'y siéger nous permet de participer à l'élaboration des décisions importantes. Il en va de même pour l'ONU.

L'adhésion a modifié de façon impressionnante la situation de la Suisse en termes de politique étrangère. Nous avons pu, par exemple, exercer une influence sur la création du nouveau Conseil des droits de l'homme», explique Walter Hofer. Effectivement, les conditions de base indispensables pour une coopération au développement plus efficace se sont régulièrement améliorées au cours des 50 dernières années, et les résultats sont là : alors qu'il y a deux générations, la moitié de l'humanité vivait dans la pauvreté absolue, cette proportion est ramenée aujourd'hui à 20 pour cent. La voie qui a été empruntée semble la bonne, mais il reste beaucoup à faire pour les acteurs de la coopération au développement. ■

(De l'allemand)

Main dans la main avec l'économie privée

Les moyens dont dispose la coopération publique sont limités. Une réduction durable de la pauvreté requiert aussi l'engagement et les ressources de l'économie privée. La DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) ont par conséquent intensifié ces dernières années leur collaboration avec les milieux économiques. Un exemple sud-africain montre comment cela fonctionne : dans ce pays où le chômage des jeunes est l'un des plus grands problèmes, la DDC et dix entreprises suisses ont lancé en 2001 l'Initiative de coopération entre la Suisse et l'Afrique du Sud (SSACI). Ce fonds d'investissement privé à visée sociale soutient des programmes d'organisations locales destinés à promouvoir la formation et la qualification professionnelle de jeunes Sud-Africains. La DDC et les dix entreprises (dont Holcim et Novartis) le financent à parts égales. Son conseil d'administration est constitué de représentants de la DDC, des entreprises et d'organisations de la société civile locale.

« Comme un éléphant dans un magasin de porcelaine »

Il est primordial d'harmoniser et d'aligner les pratiques et les politiques des institutions internationales de développement, comme la Banque mondiale. Surtout si l'on considère que la coopération à elle seule ne suffit pas à réduire la pauvreté. C'est ce qu'affirme Pietro Veglio, directeur exécutif suisse auprès de la Banque mondiale, dans un entretien avec Maria Roselli.



Pietro Veglio est entré en 1969 au Service de la coopération technique, aujourd'hui Direction du développement et de la coopération (DDC). Il y a occupé diverses positions dirigeantes, en tant que chef et coordinateur aussi bien à la centrale que sur le terrain. Il a également été gouverneur suppléant auprès de la Banque inter-américaine de développement. De 1992 à 1997, il a travaillé comme conseiller auprès du directeur exécutif suisse à la Banque mondiale, à Washington, puis comme expert en évaluation au sein de la Division d'évaluation de cette institution. De 1998 à 2001, il a dirigé la division Examen et évaluation du CAD de l'OCDE, à Paris. Depuis 2002, Pietro Veglio est directeur exécutif suisse et membre du conseil d'administration de la Banque mondiale. En outre, il préside depuis 2005 le Comité pour l'efficacité du développement (CODE), qui examine notamment l'orientation des nouvelles politiques opérationnelles et les recommandations des évaluations indépendantes.



Cordia Kopke / agenda

Un seul monde : Vous travaillez depuis 37 ans dans la coopération suisse au développement. Comment a évolué la manière d'aborder les partenariats avec les institutions du Sud ?

Pietro Veglio : Aujourd'hui, contrairement au passé, nous savons qu'il faut laisser les commandes aux pays en développement. C'est à eux de fixer les modalités de leur développement économique, social et politique. Toutefois, ce leadership ne doit pas être confié uniquement aux gouvernements. La société civile et les entreprises privées ont également un rôle à jouer.

Lors de l'adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods, certains acteurs suisses s'étaient montrés sceptiques. Quel bilan peut-on tirer de ce partenariat ?

Je me souviens bien des votations de 1992. Les œuvres d'entraide avaient alors apporté un soutien conditionnel à l'adhésion. Elles voulaient que la Suisse s'efforce d'orienter les politiques de la Ban-

que mondiale dans un sens favorable aux populations pauvres. Depuis qu'elle a obtenu un poste au sein du directoire, la Suisse a pu défendre une telle politique. De fait, nous essayons de rester fermes sur les principes inaliénables, mais sans tomber dans le dogmatisme. Nous privilégions une approche souple qui tient compte de la situation de chaque pays. Personnellement, je me suis battu pour alléger les procédures internes, pour faire en sorte que certaines politiques, dictées à la Banque mondiale par les pays industrialisés, ne soient pas appliquées de façon bureaucratique au détriment de nos partenaires du Sud.

Vous présidez en outre le Comité pour l'efficacité du développement (CODE) de la Banque mondiale. Quels défis doivent relever les partenariats de développement pour devenir plus efficaces ?

Tout d'abord, je tiens à souligner que c'est un honneur pour la Suisse de présider le CODE. Ce comité joue un rôle clé, notamment parce qu'il per-

met de rendre plus souple et plus efficace l'appareil bureaucratique de la Banque mondiale. En ce qui concerne l'harmonisation et l'alignement, il a invité cette institution à collaborer activement avec d'autres donateurs et d'autres entités. C'est d'autant plus important que la Banque mondiale donne quelquefois l'impression de se comporter comme un éléphant dans un magasin de porcelaine. Au sein du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE également, les donateurs bilatéraux cherchent à s'accorder sur des formes communes d'intervention, justement pour éviter que chacun ne cultive son propre petit jardin. Mais les problèmes découlent des procédures au niveau opérationnel et administratif. Chaque donateur bilatéral doit rendre des comptes à un parlement et à une administration publique. Beaucoup de contribuables veulent savoir comment chaque franc a été dépensé. L'administration est donc confrontée au défi de pouvoir identifier concrètement les activités financées, ce qui n'est pas possible, par exemple, dans le cas de l'aide budgétaire.

À propos de l'aide budgétaire, s'agit-il d'une voie royale ou faut-il l'envisager avec grande prudence?

L'aide budgétaire se justifie surtout dans le cadre des politiques sectorielles, par exemple quand on veut aider un pays à améliorer progressivement les capacités de son système national et à mettre en place des politiques plus efficaces dans le secteur de la santé ou de l'éducation. Naturellement, certaines conditions fondamentales doivent être remplies. Par ailleurs, il est justifié et souvent urgent de soutenir des projets classiques, dans le but, par exemple, de financer la construction d'infrastructures. Ces deux modèles de financement sont complémentaires.

Qu'est-ce qui change pour une organisation non gouvernementale (ONG) chargée de réaliser des projets?



Gerard & Margi Moss / Still Pictures

En cas d'appui budgétaire, les organisations locales reçoivent des fonds qui viennent directement du gouvernement et non des agences étrangères. C'est la principale différence.

L'implication de la société civile est-elle vraiment garantie?

Cela dépend. Il est vrai que les gouvernements sont parfois peu enclins à s'adresser à des ONG. Tandis que dans le cadre d'une aide par projet, le bailleur de fonds étranger décide de manière autonome quelle ONG il souhaite financer. Mais même dans ce cas, les donateurs n'agissent pas, en général, contre la volonté du gouvernement.

La Suisse est encore loin de consacrer à l'aide au développement 0,7 pour cent de son revenu national brut, niveau minimum préconisé par l'ONU. Nos partenaires du Sud ne font-ils pas les frais de cette politique?

L'objectif du 0,7 pour cent a été fixé il y a près de 40 ans. À l'heure actuelle, seule une poignée de pays l'ont atteint. Bien sûr, je souhaiterais que la Suisse augmente sa contribution. Toutefois, l'aide au développement à elle seule ne suffit pas. Le commerce extérieur est également important, et en particulier l'accès des pays en développement à d'autres marchés. Les négociations de Doha revêtent à cet égard un caractère fondamental. N'oublions pas non plus le rôle non négligeable des investissements privés. Enfin, il faut que les pays industrialisés assurent une cohérence entre leurs différentes politiques, par exemple entre l'aide au développement et la politique commerciale. Aujourd'hui, les pays en développement leur demandent de supprimer les subventions agricoles et les barrières douanières. Sur ce point, la Suisse est directement concernée. ■

(De l'italien)



Jörg Böhmig / Still Pictures

Un lien qui favorise la construction

La décentralisation est une réalité au Mali depuis 1999. La Suisse soutient ce processus qui offre de réelles perspectives au développement local. Elle a établi de nombreux partenariats destinés à renforcer les capacités humaines et institutionnelles au niveau régional. Certains de ses partenaires commencent à faire entendre leur voix. De Jane-Lise Schneeberger.

Découpage territorial

Le Mali a conservé longtemps l'administration centralisée qu'il avait héritée de la colonisation. En 1991, à la chute du dictateur Moussa Traoré, il ne comptait encore que 19 communes, toutes urbaines. Cette année-là, une vaste réforme de l'État a été mise en chantier. La loi sur la décentralisation a été votée en 1993 afin d'ancrer la démocratisation au niveau local et de revitaliser l'économie. Elle instaurait trois échelons de collectivités territoriales : la commune, le cercle et la région. La décentralisation est devenue effective après les élections municipales de 1999, avec l'entrée en fonction de 703 conseils communaux, 49 conseils de cercles et 8 assemblées régionales. Cependant, les collectivités territoriales manquent de ressources humaines et matérielles pour assumer toutes leurs tâches. Si le transfert des compétences est bien avancé, celui des ressources se fait attendre.



Ian Cartwright / Panor / Strates

Le volume des déchets ne cesse d'augmenter à Bamako. Pour freiner la multiplication de dépotoirs anarchiques, le gouvernement malien a autorisé la capitale à installer une décharge dans la petite localité voisine de Tienfala. Les élus locaux, qui n'avaient pas été consultés, ont sollicité l'aide de la coopération suisse. Appuyés par des experts, ils ont alors analysé l'impact d'une telle implantation sur leur territoire, puis ont interpellé le ministère de l'environnement pour en négocier les modalités. Ce partenariat va plus loin qu'un simple appui ponctuel : « À travers la mise à disposition d'une expertise technique, il a permis à la commune de Tienfala de développer ses propres capacités d'analyse et de négociation », remarque Ahlin Byll, chargé de programme à la DDC.

Dans un pays encore marqué par quatre décennies de centralisme, les instances politiques locales, en place depuis 1999, apprennent peu à peu à gérer les affaires publiques et à défendre les intérêts de leurs administrés. La DDC soutient cet apprentis-

sage en misant sur l'établissement de relations partenariales. Jean-Luc Virchaux, directeur du bureau de la coopération suisse à Bamako, définit ainsi les clés du partenariat : « Les deux parties doivent reconnaître mutuellement leurs différences, partager leurs objectifs et travailler dans la transparence. Le bailleur de fonds n'impose pas son projet de développement. Il appuie les initiatives de son partenaire, tout en fixant certaines conditions. Dans ce type de lien, le bénéficiaire de l'aide peut construire son autonomie et développer ses capacités. »

Vergers inaccessibles

L'Assemblée régionale de Sikasso a négocié un partenariat avec la DDC. Cette collectivité manque de moyens et d'expérience pour assumer les tâches qui lui ont été dévolues par la décentralisation, en particulier le développement du potentiel économique local. La DDC a emmené les élus au Pays-d'Enhaut et en Haute-Savoie, pour leur présenter ce que peuvent faire des instances décentralisées en

de l'autonomie

matière de promotion économique. Après ce voyage, l'assemblée s'est fixé pour priorité de développer neuf filières de production agricole, en particulier celle de la mangue.

La région de Sikasso produit une abondance de mangues, mais bien des fruits pourrissent sur place, entre autres parce que les vergers ne sont pas accessibles en camion. Une étude a montré qu'il faudra construire 1700 kilomètres de pistes pour

deux institutions, considéré comme exemplaire, a notamment amené la FNAM à se réorganiser. Un processus de réflexion interne a montré que, pour améliorer le sort des artisans, elle devait notamment réformer ses modes de gestion et de gouvernance, et renforcer ses structures décentralisées. «La FNAM est en train de mettre en place un système comptable transparent, condition indispensable à l'octroi d'un appui budgétaire», relève Pierre Gautier,



David Reed / Panos / Strates



Ron Gling / Still Pictures



Giacomo Prozzi / Panos / Strates

désenclaver les zones de production. La moitié des coûts seront pris en charge par les collectivités territoriales et 20 pour cent par la DDC, dont la contribution passera par le budget de l'Assemblée régionale. Parallèlement, des efforts sont entrepris pour structurer le marché et trouver des débouchés. En outre, l'Assemblée régionale devra demander au gouvernement d'intervenir contre le prélèvement de taxes non officielles aux barrages routiers, un système qui renchérit le coût du transport.

Le syndicat des artisans se réforme

D'autres partenaires sont issus de la société civile. C'est le cas de la Fédération nationale des artisans du Mali (FNAM), qui rassemble 93 corps de métier, des couturières aux forgerons. Jusqu'à récemment, la DDC a apporté une aide classique, en finançant des projets précis. Aujourd'hui, elle s'apprête à verser sa contribution directement dans le budget de la fédération. Le partenariat entre les

consultant chargé d'animer ce processus participatif. L'aide suisse transitera par le bureau central pour être ensuite répartie entre les coordinations régionales.

Si elle alimente le budget de certains partenaires «décentralisés», la Suisse ne le fait pas avec le gouvernement central, contrairement à d'autres donateurs. «Dans un pays comme le Mali, il faut équilibrer les aides budgétaires entre la capitale et les collectivités décentralisées, pour s'assurer qu'une part ira aux plus pauvres», explique Jean-Luc Virchaux. La DDC participe activement au dialogue politique entre les bailleurs de fonds et le gouvernement malien sur la réalisation des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté. Mais elle met tout en œuvre pour que ce dialogue puisse un jour être mené par les acteurs maliens eux-mêmes, et non plus par les agences de coopération, ajoute M. Virchaux. «Lorsque les élus de Tienfala, de Sikasso ou les responsables de la FNAM sont en mesure de négocier avec l'État central, nous considérons que c'est un succès pour la coopération suisse.» ■

Coopération presque trentenaire

Le Mali est un pays prioritaire de la DDC depuis 1977. La Suisse aligne son action sur les priorités fixées par le gouvernement malien dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) et deux programmes décennaux sectoriels. Elle contribue à la dynamisation des économies locales. Dans ce domaine, son aide porte essentiellement sur l'agriculture, qui fait vivre plus de 70% de la population, et sur le secteur largement informel de l'artisanat, en particulier la formation professionnelle. D'autres programmes sont consacrés à la santé et à l'éducation. L'aide suisse se concentre sur la région administrative de Sikasso, dans le sud du pays. Contrairement aux zones sahariennes du nord, cette région jouit d'un climat humide et offre de fortes potentialités agricoles. Elle compte cependant plus de 65% de pauvres, une proportion supérieure à la moyenne nationale.

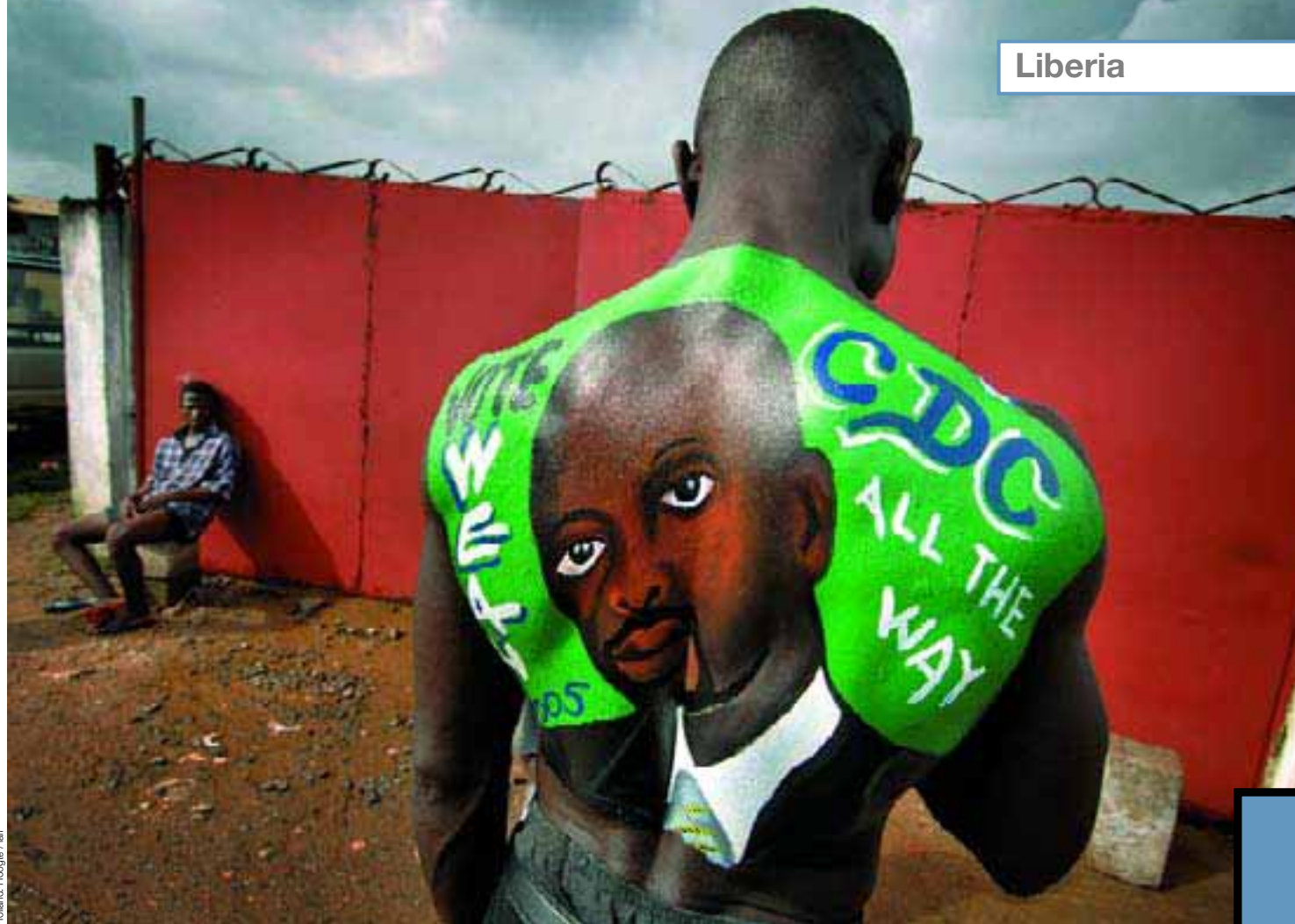


La «terre de la liberté» émerge de l'enfer

Le Liberia ne cessera jamais d'étonner. Après avoir traversé l'une des guerres les plus cruelles d'Afrique, il fournit deux «premières» bien différentes : l'ex-président Charles Taylor a été déféré devant le Tribunal spécial pour la Sierra Leone ; sur l'autre versant, celui de l'espoir, les Libériens ont porté à la présidence une femme, Ellen Johnson-Sirleaf. De Colette Braeckmann*.

Pour comprendre le Liberia et ses violences, il faut se souvenir des origines de ce pays atypique. Les racines du mal remontent au 19^e siècle, lorsque des esclaves américains affranchis décident de regagner ce qu'ils considèrent comme la terre de leurs ancêtres. Ils sont Noirs, ils brandissent la Bible, mais dans leur tête, l'Amérique est omniprésente. C'est

pour cela qu'ils baptisent leur capitale Monrovia, du nom du président américain James Monroe, et qu'ils s'inspirent de la Constitution américaine. Malgré leurs gants blancs et leurs hauts de forme, les pionniers méprisent profondément les populations autochtones. Ils les réduisent au travail forcé, les privent du droit de vote jusqu'en 1945 et ban-



nissent leurs enfants des écoles. De nos jours, l'archevêque de Monrovia, M^{gr} Michaël Francis, estime que «ce complexe de supériorité, la violence dirigée contre les indigènes traités comme des citoyens de seconde classe, sont à l'origine des maux du Liberia. Car ce système engendrera une révolte d'une violence extrême».

Malgré l'oppression des populations indigènes, le pays tient son rang dans la division internationale du travail: après avoir employé et exporté des dizaines de milliers d'esclaves, appelés «travailleurs sous contrat», il se trouve une autre vocation dès 1918. L'automobile ayant pris son essor, le caoutchouc devient une matière stratégique et la société américaine Firestone gère, comme un État dans l'État, d'immenses plantations d'hévéas. Par la suite encore, le Liberia rendra d'appréciables services aux États-Unis: un centre d'écoute de sous-marins est installé sur son territoire et la CIA y prend ses quartiers.

Drogués, armés et déguisés

En 1980, Samuel Doe, un simple caporal, d'origine indigène, prend le pouvoir au cours d'un putsch sanglant: le président William Tolbert est assassiné et treize de ses ministres sont fusillés publiquement. La marine de guerre américaine, qui croise devant Monrovia, ne bouge pas. Pas plus qu'elle n'interviendra dix ans plus tard lorsque le même Samuel Doe, après avoir régné par la terreur et la corrup-

tion, est capturé et atrocement torturé par Prince Johnson, un lieutenant de Charles Taylor, et que le pays est mis à feu et à sang.

Charles Taylor, lui, représente la synthèse de toutes les contradictions. Né de père américano-libérien et de mère autochtone, il a étudié à Boston et occupé le poste de ministre de l'économie dans le gouvernement de Samuel Doe. Par la suite, il crée le Front national patriotique du Liberia (NPFL). Ce mouvement rebelle est imprégné d'idées pan-africanistes et marxistes, mais ses combattants sont des enfants-soldats drogués, dotés d'armes automatiques, coiffés de perruques et vêtus de blouses de femmes.

Malgré l'interposition d'une force africaine régionale de 4000 hommes, Charles Taylor réussit à s'emparer du pouvoir. En 1997, il se fait élire à la présidence avec 75 pour cent des voix. La violence n'est pas son seul atout: face aux Afro-Américains tournés vers les États-Unis, il s'appuie sur un étrange réseau francophone. S'y retrouvent le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny, le président burkinabé Blaise Compaoré et le colonel libyen Mouammar Kadhafi qui veut étendre son influence sur toute l'Afrique de l'Ouest.

Boomerang de la violence

Charles Taylor et ses alliés exportent la violence. Foday Sankoh, un de ses lieutenants, crée en Sierra Leone le Front révolutionnaire uni (RUF), avec des



Ron Gling / Still Pictures



Ron Gling / Still Pictures



Ron Gling / Still Pictures

L'objet de tous les jours

La daba

Une fois la paix revenue, les paysans libériens ont pu recommencer à cultiver les champs. La *daba*, une houe traditionnelle, est leur principal instrument de travail. Elle est également utilisée dans d'autres pays d'Afrique occidentale, où la plupart des travaux agricoles s'effectuent à la main. Des artisans locaux fabriquent cet outil rudimentaire en fixant un grattoir plat en fer sur un manche en bois. Les agriculteurs s'en servent pour labourer, sarcler, faire des sillons ou désherber. Il existe différents types de *daba*. La plus répandue est munie d'un manche court. Maniable d'une seule main, elle présente l'avantage de laisser l'autre main libre pour arracher les mauvaises herbes ou semer des graines, par exemple. En revanche, elle oblige l'utilisateur à se courber ou à s'accroupir pour opérer, des positions particulièrement pénibles. La *daba* à manche long permet de garder le dos droit. Son emploi est toutefois considéré comme un signe de paresse dans certaines cultures locales.

combattants drogués et costumés qui se «spécialisent» dans les mutilations. La Guinée voisine, menacée à son tour par les hordes armées de machettes, fait appel à la protection américaine. Taylor contribue aussi à déstabiliser la Côte d'Ivoire, en alliance avec Blaise Compaoré, qui pour sa part soutient les rebelles hostiles au président ivoirien Laurent Gbagbo.

Finalement, Charles Taylor payera le prix de cette sourde rivalité franco-américaine, lorsque le Mouvement pour la démocratie au Liberia (Model), encouragé par Laurent Gbagbo, puis le mouvement Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie (Lurd), soutenu par la Guinée, partent à l'assaut de Monrovia. Le boomerang de la guerre, si longtemps lancé au-delà des frontières, a fini par revenir au Liberia. En août 2003, le dictateur libérien est obligé de quitter le pouvoir et se réfugie au Nigeria. En mars 2006, Lagos consent à l'arrêter et à le transférer vers Freetown, capitale de la Sierra Leone, où il doit répondre de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Pour Ellen Johnson-Sirleaf, élue à la tête de l'État en novembre 2005, cette détention représente un soulagement évident. S'il était jugé au Liberia, l'ancien président aurait en effet eu la capacité de relancer les réseaux économiques et mafieux qui l'ont soutenu durant quatorze ans.

Du bois contre des armes

La violence a coûté la vie à quelque 200 000 personnes, suscité l'exode de 800 000 civils vers les pays voisins et provoqué l'effondrement total de l'État. Elle a aussi brisé plusieurs générations d'enfants plongés dans tous les excès (drogue, viols, mutilations, cruauté systématique). Le taux d'analphabétisme est passé à 70 pour cent.

Cette violence est également liée à d'immenses trafics d'or, de diamants, de bois. En effet, Taylor avait fait du Liberia un État criminel, privé d'administration et de services publics, par où transitaient les diamants de la Sierra Leone et les spéculations sur le pétrole du Golfe de Guinée. En dix ans, la meilleure part des forêts libériennes a été exportée en fraude. Le trafic de bois a notamment profité à Guus Kouwenhoven, un homme d'affaires

hollandais qui dirigeait les deux principales compagnies forestières du pays (42 pour cent des surfaces exploitables). En juin dernier, un tribunal de La Haye l'a condamné à huit ans de prison pour avoir violé l'embargo de l'ONU sur les ventes d'armes au Liberia: en échange de concessions d'exploitation forestière, «Mister Gus» livrait des armes aux milices de Charles Taylor.

Un enjeu pour la région

Après les années de terreur, le calme des élections de 2005 ressemble à un état de grâce. Depuis son investiture en janvier dernier, la nouvelle présidente plaide pour la bonne gouvernance et tente de réformer le système judiciaire. Elle prévoit de créer une nouvelle armée nationale qui ne devrait compter que 2000 hommes, en espérant que les 15 000 Casques bleus de la Mission des Nations Unies au Liberia puissent prolonger leur présence pour consolider la paix. Ellen Johnson tente aussi de convaincre les milliers de Libériens de la diaspora de revenir au pays.

La stabilisation et le développement du Liberia représentent un enjeu crucial pour la sous-région. En Sierra Leone, la paix, toujours fragile, pourrait s'en trouver confortée. La probabilité d'un conflit armé diminuera en Guinée et en Côte d'Ivoire. Cette pacification régionale privera d'emploi les milliers de combattants produits par le Liberia, des enfants-soldats devenus adultes qui seront obligés d'accepter les programmes de reconversion, puisque leur savoir-faire meurtrier ne sera plus utile nulle part. ■

**Colette Braeckmann est journaliste au quotidien belge «Le Soir» et collaboratrice du «Monde diplomatique». Elle a écrit plusieurs ouvrages sur l'Afrique.*

Le Liberia et la Suisse

Un engagement renforcé

(bf) Après la visite en Suisse de la présidente Ellen Johnson-Sirleaf en mars dernier, la DDC a décidé d'étoffer son engagement au Liberia. La Suisse avait prévu d'allouer cette année 4,9 millions de francs au titre de la coopération avec ses partenaires onusiens, le CICR et des organisations non gouvernementales (ONG). Elle consacrera 3 millions de francs supplémentaires au financement d'activités bilatérales dans les secteurs de la santé, des infrastructures routières, de l'éducation et de la gouvernance. Ces programmes sont actuellement en cours d'élaboration. L'Aide humanitaire de la DDC a acheminé des secours durant la guerre (de 1989 à 2003). Depuis 2004, elle fournit une aide à la transition. Les domaines suivants sont prioritaires:

Retour et réintégration – Un soutien est apporté aux personnes déplacées et aux réfugiés pour qu'ils puissent rentrer chez eux. Simultanément, il s'agit d'améliorer les conditions générales pour une réintégration durable (accès à l'eau potable, soins de santé), de réinsérer les enfants-soldats dans la vie civile et de venir en aide aux enfants et aux adolescents traumatisés. En matière de sida, des activités portent sur la prévention, tandis qu'une aide est fournie aux victimes et aux orphelins.

Sécurité alimentaire – Le programme aide la population à assurer son approvisionnement en denrées agricoles et à accroître ses revenus (production rurale, entretien des routes).

Consolidation de la paix et réconciliation – Ce secteur comprend des contributions au programme de démobilisation des anciens combattants et à des projets dans le domaine des médias (Star Radio, Talking Drum Studio).

Aspects régionaux – L'aide aux pays voisins contribue à stabiliser le Liberia. Projets de promotion de la paix à l'échelon régional. Préparation aux secours d'urgence en cas de crise dans un pays voisin. Des contributions sont versées au Programme alimentaire mondial (PAM), au CICR, au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et au Bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). D'autres aides financières sont octroyées à des ONG suisses et internationales, comme Action contre la faim, la Fondation Hirondelle, l'Armée du Salut, Médecins sans Frontières/Suisse, Search for Common Ground, Tear Fund Suisse, World Vision Suisse, ainsi qu'à la Croix-Rouge libérienne et de petites ONG locales.

Faits et chiffres

Superficie
111 370 km²

Population
3,04 millions d'habitants

Bilan de la guerre
200 000 morts, 350 000 réfugiés dans les pays voisins et 500 000 personnes déplacées

Composition ethnique
Une trentaine d'ethnies autochtones (dont les Kpellé, les Bassa et les Krou), qui représentent 95% de la population, et des Américano-Libériens, descendants des esclaves affranchis (2,5%)

Langues
Anglais (langue officielle), anglo-libérien et une vingtaine de langues indigènes

Religions
Christianisme (40%), animisme (40%) et islam (20%)

Principales productions
Diamants, bois, minerais de fer, caoutchouc

Particularité économique
Le Liberia est un paradis fiscal spécialisé dans l'octroi de pavillons de complaisance. Sur les 1533 navires marchands battant pavillon libérien, 1460 appartiennent à des armateurs étrangers.

Repères historiques

1822 À l'initiative d'une société philanthropique américaine, des esclaves libérés s'installent sur sol africain. Ils construisent la ville de Monrovia.

1847 Le Liberia devient le premier État indépendant d'Afrique noire.

1931 La Société des Nations condamne le travail forcé imposé aux autochtones par les Américano-Libériens.

1945 En fonction depuis 1944, le président William Tubman accorde le droit de vote aux autochtones.

1980 Au cours d'un coup d'État sanglant, le caporal Samuel Doe renverse le régime du président William Tolbert. Le pays devient une dictature.

1989 Charles Taylor fonde le Front national patriotique du Liberia. Il entame une guerre civile, malgré les tentatives d'interposition de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) qui envoie sur place un groupe d'observateurs militaires (Ecomog).

1992 Le Conseil de sécurité de l'ONU impose au Liberia un embargo sur les armes. Le secrétaire général de l'ONU nomme un représentant spécial afin de faciliter le dialogue entre la Cedeao et les belligérants.

1990 Prince Johnson, un lieutenant de Charles Taylor, fait sécession. Avec un millier de dissidents,

il crée le Front patriotique national indépendant du Liberia. Le 9 septembre, il assassine le président Doe.

1993 Un accord de paix est signé au Bénin, grâce à la Cedeao. Le Conseil de sécurité établit la Mission d'observation des Nations Unies au Liberia (Monul).

1997 Charles Taylor réussit à se faire élire avec 75% des voix, mais la réconciliation nationale échoue et la guerre civile reprend de plus belle. La violence s'étend aux pays voisins.

2003 Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone émet un mandat d'arrêt contre Charles Taylor. Sous la pression internationale, ce dernier démissionne et se réfugie au Nigeria. Le 18 août, les parties au conflit signent un accord de paix global. La Mission des Nations Unies au Liberia (Minul) se déploie début octobre. Les 3500 soldats qui avaient fait partie de l'Ecomog passent sous l'autorité des Nations Unies.

2005 Ellen Johnson-Sirleaf, qui a notamment travaillé pour la Banque mondiale, remporte l'élection présidentielle. Elle est la première femme élue à la tête d'un État africain.

2006 Fin mars, Charles Taylor est arrêté au Nigeria, puis transféré en Sierra Leone pour y être jugé par le Tribunal international.



Résoudre les problèmes par la violence ?



Vivian Gartayn, 22 ans, est journaliste et présentatrice à Star Radio, une station indépendante basée à Monrovia (www.starradio.org.lr). Parallèlement, elle étudie la sociologie et la communication de masse à l'Université du Liberia.

Les Libériens de ma génération – ceux qui ont entre 20 et 30 ans – ont grandi dans un pays où la violence semblait être le seul moyen de résoudre les problèmes. Cette tendance, née au début de la guerre civile en 1989, se perpétue aujourd'hui. Durant ce conflit, qui a duré plus de quatorze ans, des enfants et des adolescents ont été utilisés pour exécuter les plans abjects des politiciens ; on leur a appris à obtenir ce qu'ils voulaient par les armes et la violence.

Ces enfants et adolescents sont devenus aujourd'hui de jeunes adultes. Alors que les armes se sont tues, ils continuent de privilégier les moyens violents pour obtenir gain de cause, comme cela se faisait pendant la guerre. Il semble que nous préférons exercer nos droits constitutionnels sous forme de protestations plutôt que par le dialogue. Dans presque tous les départements du Liberia et surtout à Monrovia, des personnes mécontentes envahissent régulièrement les rues pour exprimer leurs griefs. Durant ces manifestations, que l'on peut qualifier de pacifiques a priori, toutes les activités quotidiennes sont paralysées. Parfois, la situation dégénère. La police anti-émeute et les soldats de la Mission des Nations Unies au Liberia (Minul) doivent alors intervenir pour rétablir l'ordre public. Les manifestations ont été particulièrement nombreuses depuis l'arrivée au pouvoir d'Ellen Johnson-Sirleaf, première femme élue à la tête d'un État africain.

Cette effervescence a été déclenchée par le parti d'opposition Congrès pour le changement dé-

mocratique, peu après l'élection présidentielle de 2005 : exerçant leur droit constitutionnel, ses adhérents sont descendus dans la rue pour protester contre les résultats du scrutin. Ensuite, ce sont les veuves des soldats des Forces armées libériennes (AFL) qui ont défilé. Brandissant des ustensiles de cuisine, elles ont réclamé le versement de rentes. Cet événement a été suivi par plusieurs manifestations d'anciens soldats des AFL qui revendiquaient des indemnités de démobilisation et des arriérés de solde. La dernière de leurs actions, en avril 2006, a été très violente. Les Casques bleus ont dû tirer des coups de semonce pour disperser la foule. Durant la période de transition, les employés de la fonction publique ont organisé une grève sauvage pour réclamer leurs salaires en souffrance. Le mouvement a duré plus d'une semaine, paralysant les activités habituelles des ministères et des institutions gouvernementales. Les fonctionnaires préoyaient de faire grève à nouveau en avril dernier, juste après la manifestation des AFL, mais leur plan a tourné court, car la présidente a interdit tout rassemblement public pour prévenir de nouveaux débordements.

Il est intéressant d'observer qu'après chaque action de protestation, la présidente ou d'autres responsables se sont adressés aux manifestants. Parfois, ils leur ont accordé un peu d'argent et ont fixé une date pour répondre à leurs revendications. Les anciens soldats des AFL ont constitué la seule exception : la présidente ne les a pas dorlotés comme les autres ; au contraire, elle a promis de poursuivre en justice les meneurs de l'émeute. Le ministère de la défense a fait savoir aux soldats qu'ils ne toucheraient pas leur solde avant d'avoir présenté des excuses écrites.

Je pense que si nous persistons à résoudre les problèmes en attirant l'attention et en exerçant des pressions, les générations futures ne parviendront pas à se défaire de cette habitude. Maintenant que nous avons un gouvernement élu, qui s'efforce d'empoigner les problèmes d'un pays dévasté et traumatisé par la guerre, nous devrions adopter des attitudes plus pacifiques. C'est ainsi seulement que nous pourrions effacer de nos mémoires les souvenirs de la guerre et les destructions qui l'ont accompagnée. ■

(De l'anglais)



Ron Gling / Still Pictures



Tina Steiner

Un dialogue sur les migrations

La première conférence ministérielle euro-africaine sur le thème «migration et développement» s'est déroulée en juillet à Rabat (Maroc). Son organisation a été déterminée par le destin tragique des migrants qui ont tenté de gagner l'Europe en transitant illégalement par le Maroc. Les gouvernements espagnol et marocain, rejoints par la France et le Sénégal, avaient pris l'initiative de cette rencontre dédiée à l'analyse politique des liens entre migration et développement.

Tous les participants ont rapidement admis que les migrations voulues doivent être bien gérées et régulées. Reconnaisant la dimension démographique de leur propre développement, les pays européens ont estimé que l'immigration est nécessaire et positive. De leur côté, les ministres africains ont souligné qu'ils ne veulent pas perdre leurs élites, qu'ils ont surtout besoin de développement et d'une main-d'œuvre bien formée. La conclusion allait de soi: en Afrique, le développement et la coopération au développement doivent contribuer au progrès économique et social, et améliorer la formation. La migration légale doit être régie par des accords bilatéraux ou multilatéraux conclus sur une base partenariale.

La migration illégale n'a pas réuni la même unanimité. Les participants sont tombés d'accord sur le fait qu'elle n'offre aucune perspective de développement valable et qu'il faut combattre les réseaux de passeurs et les activités criminelles. Du côté européen, on a proposé d'aider les gouvernements africains à renforcer leurs capacités pour gérer et contrôler les migrations. Les pays industrialisés devront aussi s'atteler à lutter chez eux contre le travail au noir. D'aucuns ont même avancé une thèse reposant sur le fonctionnement du marché: les pays dont on sait qu'ils n'offrent pas de travail aux migrants illégaux sont manifestement moins touchés par les flux migratoires illégaux.

La nécessité de protéger les migrants – légaux ou illégaux – a certes été évoquée durant le dialogue, mais elle n'a pas reçu suffisamment d'attention. Cette question occupe une place trop limitée dans la déclaration politique. En revanche, le plan d'action jette les bases d'une meilleure compréhension mutuelle et d'une collaboration plus approfondie.

Trois considérations essentielles sont à retenir:

1. Si l'on veut prévenir les migrations illégales, il faut stimuler le développement en Afrique. Cela exige non seulement des efforts accrus des pays africains eux-mêmes, mais également des ressources financières plus conséquentes.
2. Aucun pays ne peut résoudre unilatéralement le problème des flux migratoires.
3. Il importe d'instaurer une collaboration permanente et intensive entre les pays d'origine, de transit et de destination des migrants.

La Commission européenne a suggéré d'instituer une rencontre annuelle entre l'Afrique et l'Europe au niveau ministériel. C'est seulement en laissant assez d'espace au débat et à la recherche de solutions que l'importance politique de cette thématique sera préservée.

Pays européen et partenaire de l'Afrique, la Suisse est invitée à prendre part au dialogue. La conférence a d'ailleurs montré que nos approches et notre orientation de la coopération et du dialogue vont dans la bonne direction. ■

*Walter Fust
Directeur de la DDC*

(De l'allemand)

Le coton bio, aussi rentable



Nicolas Boll (4)



Après la privatisation, l'apprentissage

Depuis le déclin de la production industrielle au Kirghizistan, l'agriculture est devenue l'un des piliers de l'économie (37% du PIB en 2004). Dans le cadre de la réforme agraire, les terres ont été privatisées et distribuées aux populations rurales. Le pays compte aujourd'hui 250 000 exploitations privées. La plupart des villageois ne savent toutefois ni comment exploiter cette ressource de manière durable et efficace, ni comment survivre dans une économie de marché. Le projet BioCotton collabore avec des services de vulgarisation agricole, financés par la DDC. Des experts enseignent aux paysans le savoir-faire indispensable dans les principaux domaines de la production agricole. Les paysans bénéficient de conseils techniques et suivent des cours spécialisés. Ils apprennent à mettre sur pied une exploitation biologique, à rétablir la fertilité du sol, à appliquer une rotation rentable des cultures et à utiliser des engrais organiques. Ils échangent aussi leurs expériences et recherchent ensemble des solutions novatrices.

Depuis trois ans, des essais d'agriculture biologique sont en cours dans la province de Jalalabad, au sud du Kirghizistan, région traditionnellement vouée à la culture du coton. Un projet financé par la Suisse s'attache à promouvoir des modes de culture sans produits chimiques, afin de réduire les nuisances écologiques et d'offrir à la population de nouvelles possibilités économiques. Par Aida Aidakyeva*.

Il y a quelques décennies à peine, les terres arables d'Asie centrale figuraient parmi les plus fertiles du monde. Hélas, elles ont été gravement dégradées par l'exploitation qu'on leur a imposée ces 30 dernières années. Pour la culture extensive du coton, les fermes collectives soviétiques utilisaient d'énormes quantités d'engrais chimiques, de pesticides et de défoliants. Après le démantèlement de l'URSS, les habitudes n'ont pas changé. « Ces pratiques n'abîment pas seulement les sols, elles nuisent aussi de manière dramatique à la santé des habitants », explique Ilya Domashov, une écologiste kirghize. « C'est l'une des raisons qui ont provoqué le désastre écologique de la mer d'Aral, en Ouzbékistan et au Kazakhstan. La culture biologique pourrait atténuer la menace que les produits chimiques font peser sur la nature et le bien-être des habitants. »

Cette agriculture met l'accent sur l'exploitation durable des ressources naturelles. Elle proscriit le recours aux produits chimiques et aux organismes génétiquement modifiés. Outre ses avantages évi-

dents pour l'écologie et la santé, elle peut aussi accroître les revenus des paysans. Le prix du coton « bio » est en moyenne de 20 pour cent plus élevé que celui du coton issu de la culture conventionnelle. En participant au projet BioCotton, les paysans peuvent aussi se procurer des semences de bonne qualité et suivre gratuitement des cours dispensés par une école d'agriculture. De surcroît, cela leur permet de contourner les nombreux intermédiaires qui tirent profit de la filière conventionnelle.

Le projet est financé par le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), en partenariat avec l'Institut humaniste de coopération au développement (Hivos), basé aux Pays-Bas. Sa mise en œuvre est assurée par Helvetas. Nicolas Boll, responsable du projet, pense que le Kirghizistan recèle un potentiel formidable en matière d'agriculture biologique : « La région jouit d'un climat idéal pour la culture du coton. Les conditions naturelles sont favorables. Les méthodes biologiques sont promises à un bel avenir », commente-t-il.

qu'écologique

Des bienfaits réels, mais pas instantanés

Les paysans qui ont opté pour la conversion ont constaté que les bienfaits de l'agriculture biologique ne se font pas sentir immédiatement. Au contraire, les rendements commencent en général par chuter. Le sol a en effet besoin d'un certain temps pour retrouver la fertilité perdue durant les années où l'exploitation a été inadéquate. Mais sa structure s'améliore peu à peu, de même que la santé des végétaux. Orunbaev Suerkul, du village de Shaidan, se souvient d'avoir douté de la culture biologique il y a trois ans : « Je pensais que le risque d'échec était élevé. La première année, le rendement a d'ailleurs diminué, plaçant ma famille dans une situation financière critique. Mais il a commencé d'augmenter dès la deuxième année et cela s'est répercuté positivement sur mon revenu. J'espère que la hausse va continuer. » Kurbashev Mirzaakim s'est lui aussi décidé pour une gestion « en harmonie avec la nature ». Il explique ce choix : « Je veux transmettre à mes enfants une terre propre et fertile. Je veux aussi leur apprendre de bonnes techniques agricoles pour qu'ils puissent vivre de cette terre à l'avenir. » Ce cultivateur admet que l'agriculture durable a entraîné un surcroît de travail pour les membres de sa famille, mais il en apprécie toutefois les avantages : « C'est une méthode respectueuse des sols, des insectes, etc. Elle implique une certaine créativité. J'ai complètement changé d'avis au sujet des produits chimiques. Je crois à présent que l'on peut très bien s'en passer. »

La conversion n'est pas pour tous

L'agriculture biologique convient aux petites exploitations en région de montagne, où les ménages possèdent assez d'animaux pour produire des engrais organiques. Les paysans « bios » doivent connaître la rotation des cultures, les méthodes naturelles de lutte contre les parasites et les moyens d'éviter la pollution du sol par l'eau s'écoulant des terrains voisins. Le défi s'avère trop lourd pour certains. Ainsi, 20 pour cent des participants ont été exclus du projet l'an dernier parce qu'ils ne remplissaient pas les exigences de la production biologique.



Par ailleurs, environ 4 pour cent des paysans ont quitté le projet de leur propre chef : « Les plus pauvres ont besoin d'argent rapidement. Ils tendent donc à s'en aller lorsqu'ils comprennent que la culture biologique n'améliorera pas tout de suite leur situation économique », explique Nicolas Boll. Le chef du projet prévoit néanmoins que les déflections iront en diminuant d'année en année, car les paysans auront toujours plus d'informations sur les modalités et les exigences de cette forme d'agriculture.

En 2005, le coton bio du Kirghizistan a été acquis par Elmertex, une société allemande qui fabrique des textiles écologiques, notamment du linge de lit et des vêtements. Cette société s'est d'ailleurs engagée par contrat à acheter le coton kirghize jusqu'en 2008, et ce contrat peut être prolongé. D'autres acheteurs étrangers importants ont manifesté leur intérêt. Ils attendent que la production augmente et se stabilise. Pour répondre à la demande, de plus en plus de paysans se convertissent à la culture biologique : cette année, 450 exploitations produiront 300 tonnes de coton brut destiné à l'exportation. ■

(De l'anglais)

**Aida Aidakyeva est chargée de la communication au bureau de la coopération suisse à Bichkek (Kirghizistan)*

Une niche à investir

Il y a quelques décennies, la production de coton comptait pour beaucoup dans le produit intérieur brut (PIB) du Kirghizistan. Après l'effondrement de l'Union soviétique, les surfaces consacrées à cette culture ont fondu de plus de 70%, surtout à cause de la crise économique. La baisse du niveau de vie – et de l'emploi – fut tout aussi brutale. Quelques années plus tard, le coton a repris sa place dans l'économie nationale. Aujourd'hui, la taille de ce secteur varie en fonction des prix pratiqués sur le marché mondial. En moyenne, « l'or blanc » fournit des emplois à un demi-million de personnes dans les provinces d'Och et de Jalalabad. Le Kirghizistan en exporte chaque année quelque 27 000 tonnes. Du point de vue macro-économique, il a tout intérêt à investir la niche du coton biologique sur le marché international. C'est ainsi seulement qu'il pourra résister à la concurrence de ses voisins, la Chine et l'Ouzbékistan, qui produisent du coton en grandes quantités.

Déjà sept problèmes de moins

Il y a 35 ans déjà que la DDC mène des activités au Bangladesh. Ses programmes visent surtout à promouvoir l'autonomie des bénéficiaires et ils contribuent à atténuer la pauvreté. Un reportage dans un village du nord du pays illustre l'importance du développement pour la population rurale. De Barbara Affolter*.



Christian Poffier / DDC

Un modèle de développement

Au cours des 35 dernières années, le Bangladesh a connu un développement économique dont les groupes défavorisés ont plus bénéficié que dans n'importe quel autre pays du monde. Bien qu'il reste extrêmement pauvre, ce pays est aujourd'hui en mesure de couvrir les besoins alimentaires d'une population qui a doublé et il parvient à mieux gérer les catastrophes naturelles récurrentes. L'aide au développement a joué un rôle clé dans cette évolution, notamment celle de la Suisse qui s'est engagée au Bangladesh depuis la fondation de l'État. La croissance favorable aux pauvres a diminué la mortalité infantile et freiné la natalité. Elle a également rendu le pays moins dépendant de l'aide internationale: celle-ci est passée de 8 à 2% du produit national brut.

Une vingtaine de femmes et quelques hommes, représentants des comités villageois, se sont réunis pour expliquer aux visiteurs européens comment la vie a évolué ces dernières années dans leur région. Protima Rani, une paysanne du district de Silet, préside cette assemblée. Il y a deux ans, rappelle-t-elle, les habitants ont commencé à analyser la situation et à élaborer un plan d'action annuel. Ils ont alors identifié 47 problèmes: inondations récurrentes, paysans sans terre, aucun accès aux zones de pêche, absence d'activités rémunératrices, éducation scolaire insuffisante, etc.

Avant cela, les villageois ne savaient absolument pas comment créer un comité, tenir des séances, rédiger des procès-verbaux ou constituer une caisse d'épargne. Lorsque l'organisation locale de développement CNRS leur a proposé son appui, ils ont d'abord été méfiants. Comment pouvait-on les aider sans leur fournir une aide financière? «Mais les résultats obtenus dans un autre village nous ont largement convaincus», raconte Protima Rani.

Poisson séché et œufs de cane

«Nous avons beaucoup de problèmes, mais le principal d'entre eux est notre manque de savoir», affirme une femme âgée. Elle montre sa trousse de

sage-femme: «Par exemple, nous avons appris aujourd'hui à sectionner correctement le cordon ombilical. La méthode que nous utilisions autrefois était erronée.» Pour aider les paysans sans terre, quelques représentantes des comités villageois sont allées demander aux autorités du district de les inclure dans un projet de réforme agraire. C'est à ce moment-là qu'elles ont pris conscience de leur force. Non seulement on les a laissées entrer dans le bâtiment administratif, raconte Protima Rani, mais on les a même invitées à s'asseoir.

Les villageois ont ensuite défriché beaucoup de terrain et construit des latrines: aujourd'hui, la moitié de la population dispose de lieux d'aisance, ce qui améliore les conditions d'hygiène et allège le travail quotidien des femmes. Pour se procurer un revenu, certaines villageoises se sont mises à vendre du poisson séché et des œufs de cane. À la question de savoir combien des 47 problèmes identifiés ont déjà trouvé une solution, la réponse fuse: «Nous en avons résolu sept et trois sont en attente». ■

**Barbara Affolter est cheffe suppléante de la division Médias et communication de la DDC*

(De l'allemand)

Film suisse primé au Forum mondial de l'eau

(vuc) Le court métrage suisse *Das Nadelwehr in Luzern*, de Nora de Baan, a remporté le premier prix ex æquo de la première Rencontre internationale «Eau et cinéma» qui s'est tenue en mars à Mexico, à l'occasion du 4^e Forum mondial de l'eau. Le forum avait pour objectif d'influencer les décisions concernant la gestion de l'eau dans le monde, mais il voulait également intégrer dans sa stratégie d'action les dimensions culturelles liées à l'eau. La première Rencontre internationale «Eau et cinéma» a ainsi vu le jour. Conçue par le Secrétariat international de l'eau (SIE), un organisme cofinancé par la DDC, elle entendait mettre l'accent sur la façon dont fictions, reportages, documentaires et films éducatifs contribuent à la mobilisation de tous pour la ré-

solution des problèmes majeurs concernant l'eau. Près de 200 films de 50 pays ont été sélectionnés. Le jury a attribué le premier prix ex æquo à *Das Nadelwehr in Luzern* et à *L'eau, miroir du monde andin*, du réalisateur français Luc Bazin. Le premier prix du spot de sensibilisation est allé au Mexicain Rubén Silva Ruiz pour *Agua con el agua*. Le film suisse montre comment, au fil des saisons, le barrage situé au cœur de Lucerne permet de contrôler le débit de la Reuss et de réguler le niveau du lac des Quatre-Cantons. Cet ouvrage séculaire est actionné par la force humaine. D'une durée de 35 minutes, le film a été produit par le Musée d'histoire de Lucerne. Le directeur du SIE a remis la distinction au directeur du musée, en l'absence de la réalisatrice, au siège de la DDC à Berne à la fin mai.

Recenser les dangers et organiser la sécurité

(sfx) En regardant la carte mondiale des zones sismiques, publiée par le Service sismologique suisse, ou celle de l'ONU sur les conflits de la planète, on découvre des coïncidences manifestes avec les pays d'intervention de la DDC ou des ONG suisses actives au niveau international. La sécurité est un sujet qui occupe tôt ou tard toute personne travaillant dans la coopération internationale. C'est pourquoi la DDC organise régulièrement deux cours spéciaux sur la manière d'affronter les risques évidents ou cachés ainsi que sur les mesures de protection qu'il convient de prévoir et d'appliquer: «Safety and Security Field Simulation Exercise» et «Safety and Security Management Workshop». Le cours pratique porte sur les principes à adopter en matière

de comportement personnel, de gestion du stress et de communication; les exercices sont calqués sur la réalité du terrain. Quant au cours de gestion, on y apprend comment obtenir et analyser des informations pour ensuite les inscrire dans une matrice aisée à consulter. Comme l'histoire l'a montré à maintes reprises, les conditions de sécurité peuvent se dégrader ou s'améliorer très vite et sans signes avant-coureurs. Les préoccupations de sécurité font ainsi partie des tâches quotidiennes dans de nombreuses zones d'intervention. Le prochain cours de la DDC sur la sécurité aura lieu du 4 au 8 septembre à Stans. Renseignements: www.ddc.admin.ch, rubrique «Service».

Au fait, qu'est-ce que la transition ?

(jtm) En politique, la «transition» désigne le processus dans lequel se sont engagés les pays d'Europe centrale et orientale pour passer du communisme et de l'économie planifiée à la démocratie et à l'économie de marché. La transition s'articule essentiellement autour de la réforme des institutions économiques, sociales et politiques. Elle a été déclenchée par la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989, qui a entraîné l'effondrement des régimes communistes et une transformation en profondeur de la société en Europe de l'Est. On considère que la transition est arrivée à son terme lorsque la démocratie et l'économie de marché sont bien implantées et que les droits du citoyen sont garantis.

Ce processus est en voie d'achèvement dans les huit pays d'Europe centrale (Pologne, Hongrie, Slovaquie, Slovénie et République tchèque) et de la Baltique (Estonie, Lettonie et Lituanie) qui ont adhéré le 1^{er} mai 2004 à l'Union européenne. Certes, leur revenu national est encore de 50% inférieur à la moyenne communautaire, mais la plupart des réformes politiques y ont été menées à bien. En Europe du Sud-Est et dans l'ex-URSS, la transition n'est qu'à mi-parcours. Ses progrès ont été entravés par des guerres, des revers économiques et l'absence d'une tradition démocratique avec laquelle les populations auraient pu renouer. Depuis le début des années 90, la Suisse soutient la transition en Europe de l'Est à raison d'environ 200 millions de francs par an. Deux tiers de ces fonds financent des projets en Europe du Sud-Est et un tiers est destiné aux pays de l'ex-Union soviétique (prin-

cipalement la Transcaucasie et l'Asie centrale). L'aide à la transition est mise en œuvre par la DDC et le Seco: la DDC se concentre sur le développement social et la bonne gouvernance, tandis que le Seco renforce l'économie et les infrastructures. Cette aide ouvre de nouvelles perspectives sur place. Elle contribue à améliorer la stabilité et la prospérité en Europe et dans les pays de l'ex-Union soviétique.



Massimo Lupat / Still Pictures

Aider les proches restés au pays

En matière de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement, la majeure partie des ressources proviennent des travailleurs émigrés. Selon une estimation de la Banque mondiale, la somme totale envoyée par les migrants dans leur pays d'origine a dépassé 250 milliards de dollars en 2005. De Gabriela Neuhaus.

Pays de provenance des transferts

(en milliards de dollars)

États-Unis: 34

Arabie saoudite: 15

Allemagne: 9,9

Suisse: 9,2

France: 4,7

Source: «Remittances: Development Impact and Future Prospects», par Samuel Munzele Maimbo et Dilip Ratha, Banque mondiale, 2005

Pays de destination des transferts

(en milliards de dollars)

Inde: 21,7

Chine: 21,3

Mexique: 18,1

France: 12,7

Philippines: 11,6

Source: «Global Economic Prospects 2006», Banque mondiale



À l'heure actuelle, plus de 200 millions de personnes gagnent leur vie dans un pays étranger. L'accélération des migrations internationales, stimulées par le fossé économique, s'accompagne d'un accroissement rapide des sommes envoyées par les migrants vers leur pays d'origine. La Banque mondiale estime que les rapatriements de salaires ont dépassé 250 milliards de dollars en 2005.

Ce montant est largement supérieur aux ressources de l'aide publique au développement. Si l'on considère uniquement les chiffres concernant la Suisse,

les travailleurs étrangers – y compris les frontaliers – ont transféré dans leur pays quelque 9 milliards de dollars en 2005, soit cinq fois le montant que la Confédération a alloué à la coopération au développement pendant la même période.

Réglementation en vue

Les envois de fonds empruntent divers canaux. L'essentiel, c'est que le transfert ne coûte pas trop cher, qu'il soit sûr et que l'argent parvienne rapidement à son destinataire. Nombre de migrants recourent

à des filières informelles, qui reposent sur des personnes de confiance et des réseaux de compatriotes. Par ce biais, la transaction est fiable et bon marché.

Depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001, ces organismes non agréés et échappant à tout contrôle subissent cependant de fortes pressions: on les soupçonne d'appartenir au réseau qui finance le terrorisme et d'aucuns voudraient les voir disparaître. Souvent à tort, estime Georg Felber, de l'organisation suisse de développement Intercooperation, qui a étudié pour la DDC la question des remises de fonds: «Du fait que beaucoup de pauvres n'ont pas accès au système bancaire, les canaux informels jouent un rôle essentiel. Les réseaux utilisés par les migrants acheminent

un autre expédie 100 francs à sa mère malade en Équateur pour qu'elle puisse se procurer les médicaments dont elle a un urgent besoin, etc.

Née au Brésil, Helena de Martin propose ses services dans une boutique de Zurich-Oerlikon. Avec au maximum 12 transactions par jour, son bureau fait figure de parent pauvre sur ce marché. À la gare centrale de Zurich, où Western Union tient une agence en partenariat avec les CFF (comme dans bien d'autres gares suisses), le nombre de transactions peut aller jusqu'à 250 par jour. Cela bien que les frais soient considérables, surtout lorsqu'il s'agit de petits montants.

«Tout le monde connaît Western Union. Lorsque je leur confie mon argent, je suis sûr qu'il arrivera à destination», déclare un jeune Kenyan. Il vient



Paul Smith / Panor / Strates



Jörg Böhmig / agenda

généralement de petites sommes. Le terrorisme international dispose de moyens autrement plus importants.»

La tendance est cependant à la réglementation. Dans le monde entier, on s'efforce de donner un cadre formel aux envois d'argent, en préconisant par exemple les transferts de compte à compte. Mais les virements bancaires sont souvent compliqués et onéreux. De plus, nombre de destinataires dans les pays en développement n'ont pas de compte bancaire et ils n'habitent pas à proximité d'une banque bénéficiant de relations internationales.

Voilà pourquoi les travailleurs émigrés s'adressent à des entreprises spécialisées, comme Western Union qui propose ce genre de prestations depuis 1871. Avec 300 000 agences dans 200 pays, la filiale du groupe financier américain First Data est aujourd'hui leader mondial sur le marché des transferts de fonds en espèces.

Un commerce lucratif

Helena de Martin dirige l'une de ces 300 000 agences. Du point de vue suisse, les sommes qu'on lui confie sont modestes: un client envoie 200 francs à sa famille en Côte d'Ivoire pour payer des frais scolaires et acheter des cadeaux de mariage,

de déposer 250 francs au guichet de la gare de Zurich. Un parent ira chercher le montant correspondant en monnaie locale auprès d'une agence dans une petite ville du Kenya et se chargera de le répartir entre les membres de la famille. Le coût du transfert s'élève à 30 francs.

Jan Hillered, vice-président de Western Union pour l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse et l'Europe centrale, justifie les tarifs par le réseau mondial de sa société et la sécurité qu'elle garantit. Ces avantages, de même que la rapidité du transfert – l'argent parvient à destination en quelques minutes – sont les principales raisons du succès de l'entreprise américaine.

Beaucoup de migrants n'ont tout simplement aucun autre moyen d'envoyer de l'argent chez eux. En 2005, Western Union a assuré 280 millions de transactions, réalisé un chiffre d'affaires de 4,4 milliards de dollars en taxes de transfert et dégagé un bénéfice de 1,3 milliard de dollars. Le groupe mondial a ainsi gagné 5 dollars sur chaque transaction. Cette activité lucrative connaît actuellement une croissance de plus de 10 pour cent par an.

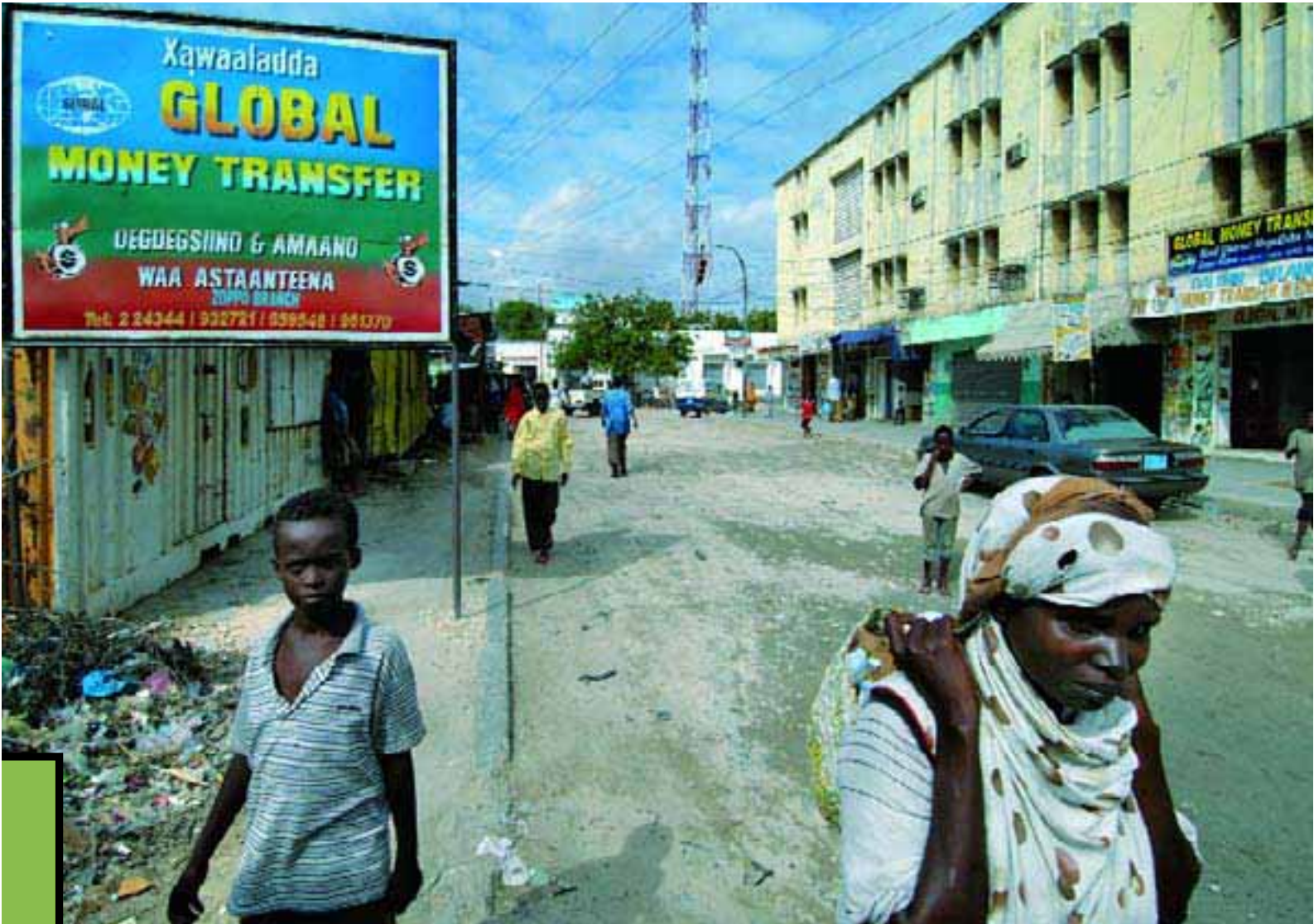
Le marché et la morale

Selon les estimations de la Banque mondiale, les

Envois de fonds et développement

Le rapport de la Banque mondiale *Global Economic Prospects 2006* est consacré aux implications économiques des envois de fonds. L'argent des migrants sort donc enfin de l'ombre. Dans sa conclusion, la Banque mondiale plaide pour une réduction des frais de transaction perçus sur les petites sommes. Elle souhaite ainsi non seulement éviter aux migrants les plus pauvres et à leurs familles de perdre trop d'argent, mais aussi parvenir peu à peu à régler ces transferts financiers.

www.worldbank.org/prospects/gep2006



Trois dollars pour un

Selon les statistiques officielles, plus de 9 millions de Mexicains vivent aux États-Unis. Des milliers d'autres y ont élu domicile illégalement. Les envois de fonds de cette communauté constituent un apport essentiel pour l'État mexicain qui tente désormais d'orienter cet argent vers des projets de développement : lorsque les émigrés mexicains constituent des associations d'expatriés afin de soutenir un projet dans leur pays d'origine, l'administration publique va jusqu'à tripler la mise. À l'instar du Mexique, d'autres pays – donateurs ou bénéficiaires – cherchent à canaliser l'argent des migrants vers les circuits quasi publics et de le mettre au service du développement.

taxes accaparent en moyenne 10 à 15 pour cent (pour les petites sommes, elles vont jusqu'à 30 pour cent) de tous les rapatriements de salaires. Ces commissions font l'objet d'attaques de plus en plus vives. Dans un postulat déposé en octobre 2005, le conseiller national Carlo Sommaruga a critiqué les «frais exorbitants» prélevés par les entreprises spécialisées. Il a exigé des mesures pour réduire les coûts de transfert et ainsi faciliter les envois de fonds.

D'autres solutions existent, relève Georg Felber, pour qui le système actuel consiste à «s'enrichir sur le dos des pauvres». Le collaborateur d'Intercoopération considère, par exemple, que les institutions de la microfinance recèlent un grand potentiel dans ce domaine. D'ailleurs, de nombreuses coopératives d'épargne et de crédit proposent déjà des transferts à leurs membres. Elles collaborent parfois avec des spécialistes tels que Western Union ou avec des banques connues. À condition d'optimiser la gestion et la connexion des infrastructures existantes en recourant aux innovations techniques et en améliorant les conditions internationales, il est possible de réduire nettement le coût des transferts d'argent. Un accord conclu entre les États-Unis et le Mexique a, par exemple, stimulé la concurrence entre plusieurs banques sur ce marché. Deux ans plus tard, les frais de transaction avaient diminué de moitié.

Effets contradictoires

Les versements des migrants revêtent incontestablement une importance cruciale pour les pays en développement et en transition. Jusqu'ici, nul n'a cependant examiné leurs effets à long terme sur le développement. L'argent gagné à l'étranger a pour effet d'augmenter la consommation dans le pays d'origine, ce qui favorise la création d'emplois. Il permet aux proches restés sur place d'acquérir une meilleure formation, d'avoir accès aux soins de santé, etc.

Mais les rapatriements de salaires peuvent aussi avoir des conséquences néfastes et appauvrir encore les groupes les plus défavorisés : les familles qui ne parviennent pas à envoyer l'un des leurs à l'étranger sont toujours plus marginalisées. Par ailleurs, les envois de fonds peuvent provoquer une inflation, faire monter le prix des terrains et encourager l'émigration. «Ils enclenchent parfois un cercle vicieux», admet Georg Felber. «Cependant, les avantages sont prépondérants. Car ces flux d'aide privée au développement jouent un rôle tout aussi important que l'aide publique.» ■

(De l'allemand)

En visite chez Stasiuk

«L'Europe est en crise.» J'entends de plus en plus souvent cette formule qui ressemble à un diagnostic. Tout le monde a commencé à en parler ouvertement et à haute voix il y a environ un an, après l'échec des deux référendums en France et aux Pays-Bas. Et la conclusion la plus répandue n'est guère optimiste : l'Europe ne sait plus dans quelle direction aller.

Par conséquent, l'Europe a décidé provisoirement de ne pas bouger. Ou bien carrément de ne plus avancer du tout, de n'aller nulle part. En d'autres termes, elle a décidé de se fermer, de réduire ses ambitions, de renoncer à elle-même. Je n'ai pas besoin de chercher des exemples de ce renoncement qui s'installe de manière presque imperceptible. Ils s'imposent d'eux-mêmes. En voici quelques-uns.

Günter Verheugen, vice-président de la Commission européenne, a publiquement tiré un trait sur les efforts de l'Ukraine pour s'intégrer à l'Union européenne : «Jamais!» Le ministre français de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, prône une diminution radicale de la migration, ce qui ne signifie rien d'autre qu'une vigilance policière accrue à l'égard des «étrangers de deuxième catégorie». Interviewé par des journalistes de son pays, l'euro-député autrichien Reinhard Rack a livré en substance ce franc commentaire : «Nous pouvons être fiers, nous les Autrichiens, d'avoir anéanti les perspectives d'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Il fallait corriger la faute commise avec la Turquie.» Pour barrer la route de l'Ukraine, l'Autriche a adopté une méthode qui n'a rien d'original. Apparemment, elle a décidé d'exploiter l'expérience heureuse du grand frère allemand et d'ouvrir sa propre enquête sur les «irrégularités»

affectant l'octroi de visas aux «prostituées et criminels ukrainiens». C'est un plagiat, mais il est efficace. L'Allemagne ne s'étant pas assurée les droits d'auteur, pourquoi ne pas répéter l'opération?

Les Français, quant à eux, ont proposé de doubler le prix des visas Schengen délivrés aux ressortissants de pays non-membres de l'UE et en même temps de compliquer la procédure d'obtention. En conséquence, la Commission européenne a déjà demandé à sept nouveaux États membres de supprimer l'asymétrie de visas avec l'Ukraine. Sur la base d'accords bilatéraux, les Ukrainiens peuvent en effet obtenir gratuitement (et pratiquement sans douleur) des visas pour la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. Mais cela ne plaît pas du tout aux personnalités influentes de Bruxelles. C'est vrai, à la fin : pourquoi l'Ukrainien Andrukhovitch rendrait-il visite au Polonais Stasiuk avec un visa gratuit? Non, il doit absolument payer pour cela. Sans oublier surtout de faire enregistrer ses empreintes digitales, comme c'est la

règle pour tout individu qui est venu au monde parmi des prostituées et des criminels!

Je ne cesse de me demander pourquoi la situation se développe ainsi et non autrement. Pourquoi l'Europe a-t-elle peur d'elle-même, de ses propres valeurs? Que s'est-il donc passé? Les plombiers polonais ont-ils terrorisé le paisible peuple français? Les infirmières hongroises menacent-elles la santé des Hollandais? Les Ukrainiens ont-ils commis une série d'attentats à la bombe dans le métro londonien?

À qui la faute si la plupart de mes compatriotes associent de plus en plus souvent le nom de leur propre continent à des files d'attente interminables et humiliantes devant les murs en béton armé des ambassades ou à l'attitude condescendante, voire franchement offensante du personnel consulaire?

Je ne trouve pas de réponses. Peut-être ai-je peur de les trouver? Mais je garde l'espoir envers et contre tout. ■

(De l'ukrainien)



Youri Andrukhovitch, écrivain et essayiste, est né en 1960 à Ivano-Frankivsk (anciennement Stanislav), une ville de 260 000 habitants dans l'ouest de l'Ukraine. Il a étudié le journalisme à Lviv et la littérature à Moscou. Son premier recueil de poèmes est paru en 1985. Youri Andrukhovitch a publié plusieurs romans, dont *Rekreacii* (1992), *Moskoviada* (1993) et *Perverzija* (1996) qui ont fait de lui l'un des principaux auteurs ukrainiens. Ces livres ont été traduits notamment en anglais et en allemand, mais pas en français. En revanche, les éditions Noir sur blanc ont publié en 2004 *Mon Europe*, un livre écrit en collaboration avec l'écrivain polonais Andrzej Stasiuk. En mars dernier, le Salon du livre de Leipzig a attribué à Youri Andrukhovitch le Prix de l'entente européenne 2006.



Danses africaines en révolution



Boyzie Cekwana, Salia Nî Seydou, Faustin Linyekula, Tché Tché, Opiyo Okach... Ces grands noms de la danse contemporaine africaine se produisent aujourd'hui dans les plus prestigieux théâtres et festivals occidentaux. Retour sur une récente révolution artistique qui fait beaucoup parler d'elle. De Ayoko Mensah*.

Il se joue actuellement quelque chose d'essentiel dans la création chorégraphique africaine. Depuis quelques années, une remise en question et une dynamique sans précédent s'expriment aux quatre coins du continent. À Abidjan, Ouagadougou, Nairobi ou Johannesburg, des chorégraphes cherchent une écriture nouvelle. Leur production est à l'image de l'Afrique actuelle, profondément métisse, réceptacle d'innombrables influences. Un langage neuf du corps pour ex-

primer, au plus près, la profonde mutation de leurs identités. Qui suis-je ? Aucun artiste africain ne peut aujourd'hui faire l'économie de cette question sans fond, qui s'impose à lui avec une nouveauté et une urgence brûlantes. Dans chacune de ses créations se joue sa propre définition. Cet enjeu socioculturel se cristallise particulièrement dans la recherche chorégraphique actuelle.

Dire la modernité

En quelques années seulement, la

création chorégraphique s'est profondément transformée sur le continent. À côté des troupes folkloriques et des grands ballets nationaux qui perdurent, une révolution artistique s'est opérée à grande vitesse. Il y a dix ans, la notion de « danse contemporaine » était encore largement ignorée en Afrique. Le renouveau artistique était alors représenté par une poignée de précurseurs (par exemple les chorégraphes Germaine Acogny, Souleymane Koly, Alphonse Tierou et Irène

Tassembédo) vivant pour la plupart hors du continent. Aujourd'hui, il fait l'objet d'un débat passionné entre créateurs.

Qu'est-ce que le contemporain africain ? Continuité ou rupture ? Faut-il s'enraciner dans un héritage ou faire table rase du passé ?

Citoyens du monde

Si ces questions attisent tant de passions, c'est bien parce qu'elles expriment un enjeu crucial : la nouvelle identité des chorégraphes africains. Hier, les artistes



qui ont vu naître les indépendances nationales avaient comme souci légitime d'affirmer leur négritude. Aujourd'hui, une nouvelle génération de chorégraphes noirs refuse de se sentir prisonnière d'un carcan racial, d'une origine ou d'un continent. Enfants de l'urbanisation du continent et de la mondialisation, ils se sentent citoyens du monde, artistes autant qu'Africains, et ils revendiquent leur universalité. «Je suis Africain, je suis artiste, mais je ne suis pas un artiste africain», aime rappeler le Congolais Faustin Linyekula, reprenant à son compte la déclaration du sculpteur sénégalais Ousmane Sow. Un seul et même défi semble animer cette nouvelle génération de choré-

graphes: exprimer un rapport inédit à la modernité, dans toute sa complexité, dans toutes ses contradictions.

Revers de médaille

Rien n'est simple pour ces chorégraphes, ni matériellement, ni artistiquement. Lorsqu'ils sont trop proches des formes traditionnelles, on leur reproche de ne pas innover. Mais s'ils leur tournent le dos, on les accuse d'être déracinés. D'où le déchirement de certains face à une alternative qui leur semble sans issue. La confusion s'exprime à chaque édition des Rencontres chorégraphiques de l'Afrique et de l'océan Indien, biennale fondée en 1995 par l'association Afrique en créations (désormais

intégrée à l'Association française d'action artistique, liée au ministère des affaires étrangères). En récompensant de jeunes compagnies novatrices, les Rencontres – dont la sixième édition s'est déroulée en avril dernier à Paris – ont indéniablement stimulé l'émergence d'une nouvelle danse sur le continent. Mais cette réussite ne va pas sans un revers de médaille. Non seulement la notion de création chorégraphique s'avère radicalement différente à Paris, Accra ou Antananarivo, mais en élisant certaines démarches comme les meilleures, le concours tend à réduire leur diversité.

Risque de formatage

Beaucoup de chorégraphes et de

chercheurs africains s'inquiètent ainsi du risque de confiscation de l'imaginaire des artistes. Les plus posés parlent de culture d'assistance, les plus virulents de néocolonialisme culturel. Il faut dire que le risque de formatage des productions africaines aux exigences des programmeurs du Nord est réel. D'autant que la plupart des chorégraphes africains ne sont reconnus dans leurs pays que s'ils ont d'abord été plébiscités à l'étranger. Comment ne pas comprendre alors la soif de reconnaissance occidentale qui tenaille la plupart des chorégraphes africains, lorsqu'on connaît les énormes difficultés qu'ils affrontent dans leur pays? Pas de soutien financier, peu de reconnaissance, un



manque souvent critique de lieux de formation et de diffusion.

Message social

Malgré une certaine fragilité, cette nouvelle génération de chorégraphes progresse à grands pas. Débarrassée de tout complexe d'infériorité, elle ne cesse de gagner en maîtrise technique et en inventivité grâce à l'exceptionnelle capacité qu'ont les danseurs à intégrer ce qu'ils apprennent de l'extérieur. Des écritures singulières voient le jour : certaines détournent les codes occidentaux, d'autres réinventent les gestuelles traditionnelles, toutes tentent de synthétiser les influences pour mieux les transcender. Les créations sont souvent en prise avec les réalités du continent (folie du pouvoir,

xénophobie, sida, perte des repères ou sexisme). Elles sont animées d'un fort message social, dont la nécessité apparaît presque vitale.

En Afrique, la danse a toujours été et reste un acte social. Le continent a connu de profonds bouleversements qui lui ont fait perdre certains de ses repères. La danse contemporaine exprime avec force les crises identitaires que traversent les sociétés africaines. Cette création se révèle un facteur de développement, dans la mesure où elle pousse l'individu à s'émanciper, à se libérer des carcans, à se définir comme une nouvelle entité. Conscients de leur dépendance à l'égard de l'Occident, les chorégraphes multiplient les initiatives pour renforcer leur autonomie en Afrique. Ceux qui le peuvent

créent des festivals (à Bamako, Ouagadougou, Yaoundé, Dakar, Nairobi et ailleurs) ou des centres de formation (notamment au Burkina Faso, au Sénégal, au Mali et au Congo). Le réseau chorégraphique pan-africain « Chesafrica » a été officiellement créé en 2004. Ses objectifs ? Coordonner l'action des artistes en matière de formation et de diffusion et œuvrer à une meilleure reconnaissance de la danse contemporaine en Afrique.

Au-delà de l'impulsion et de l'influence du Nord, une dynamique semble donc lancée, qui témoigne de l'émergence de nouvelles identités culturelles, à la fois enracinées et sans frontières. C'est pourquoi la création chorégraphique est actuellement l'un des domaines artistiques les

plus passionnants en Afrique, mais aussi l'un des plus controversés. ■

**Ayoko Mensah est rédactrice en chef de la revue de référence sur les cultures africaines « Africultures », à Paris, et responsable éditoriale pour la danse (voir www.africultures.com). Elle est l'auteur d'un livret sur le chorégraphe congolais Faustin Linyekula, paru aux Éditions de l'Œil (Montreuil, France) en 2002.*

Festival «Afrique noire»

Le théâtre Schlachthaus de Berne s'occupe pour la quatrième fois de culture contemporaine en provenance d'Afrique. Avec l'appui de la DDC, le festival «Afrique noire» présentera durant dix jours les plus récentes productions en matière de danse, théâtre, musique, cinéma et arts plastiques. La migration sera un thème récurrent. Les spectacles de danse sont particulièrement attendus. Le festival accueillera notamment la compagnie 1^{er} Temps, du Sénégal, qui a obtenu ce printemps le premier prix des Rencontres chorégraphiques de l'Afrique et de l'océan Indien, à Paris. Kettly Noël, fondatrice du centre de danse

et de recherche chorégraphique L'Espace, à Bamako, cherche à exprimer la mémoire des corps. Le danseur Moeketsi Koena, originaire de Soweto, propose des créations imprégnées de hip-hop. Également Sud-Africaine, Nelsiwe Xaba consacre sa dernière production à Saartje Baartman, la «Vénus hottentote» qui avait été exhibée au 18^e siècle comme un objet de curiosité en Europe.

Festival «Afrique noire», du 2 au 12 novembre sur diverses scènes de Berne; renseignements sur le programme: tél. 031 312 96 47 ou www.schlachthaus.ch

Un pont entre la Suisse et les Balkans

(jtm) Cette année, le Focus Europe de l'Est sera centré sur la jeunesse des Balkans. C'est le 3 novembre à Lausanne (cinémas Europlex, quartier du Flon) qu'aura lieu la conférence annuelle de la coopération suisse avec l'Europe de l'Est. Un cliché largement répandu veut que les jeunes de l'ex-Yougoslavie n'aient aucune perspective d'avenir et que leur seul désir soit d'émigrer au plus vite en Europe occidentale. La réalité est plus nuancée: on voit émerger dans les Balkans une génération qui entend empoigner non pas ses valises, mais ses chances sur place. Ce Focus présentera des jeunes de Sarajevo, de Pristina et de Belgrade qui s'engagent pour leur vision de l'avenir, surmontant des barrières ethniques et mentales. Il accueillera aussi des jeunes originaires d'ex-Yougoslavie qui vivent en Suisse et affrontent des problèmes parfois très différents. Jetant un pont entre les Balkans et la Suisse, la conférence brosera un tableau des projets innovateurs que mènent la DDC et le Seco dans cette région. Elle s'adresse à toutes les personnes intéressées par l'Europe de l'Est. L'entrée est libre.

Une foire unique en son genre

(bf) La septième édition du Forum cinfo se tiendra le 9 septembre à Bienne. Cette manifestation, organisée tous les deux ans, est la seule de Suisse consacrée au thème du travail dans la coopération internationale. En 2004, elle avait accueilli plus de mille visiteurs. L'affluence devrait être encore plus grande cette année, car les emplois proposés dans la coopération – que ce soit à l'ONU, au CICR, à la DDC ou dans une organisation non gouvernementale – sédui-

sent plus que jamais. Environ 80 organisations et institutions tiendront des stands d'information. Le programme, riche et varié, comprend des exposés, des témoignages et des présentations vidéos de certaines organisations. Les visiteurs qui envisagent d'exercer une activité professionnelle dans la coopération pourront se renseigner sur les possibilités de formation et de perfectionnement.

Forum cinfo, le 9 septembre de 10 à 16 heures au Palais des Congrès de Bienne, sans inscription; renseignements sur www.cinfo.ch

La sécurité humaine

(bf) Depuis la fin de la guerre froide, il a fallu repenser la notion traditionnelle de «sécurité»: ce n'est plus la sécurité des États qui est le principal sujet de préoccupation, mais celle des populations civiles. Le concept de «sécurité humaine» découle de la volonté de protéger l'individu et les groupes particulièrement vulnérables; il recouvre des aspects touchant aussi bien à la politique de sécurité qu'à la politique du développement, à la paix et aux droits de l'homme. Sur mandat de la Division politique IV du Département fédéral des affaires étrangères, la Fondation Éducation et Développement a produit un dossier pédagogique intitulé *Sécurité humaine*. Ce dossier s'adresse aux classes du niveau secondaire. Il aborde des sujets comme la gestion civile des conflits, les mines antipersonnel, la torture et la traite humaine. Chacun des sept modules thématiques est structuré en objectifs d'enseignement, texte central, illustrations, liens et sujets à approfondir. Les élèves ont la possibilité de traiter eux-mêmes les questions proposées à l'écran. Une rubrique spéciale fournit aux enseignants des informations et des propositions d'activités.



Le dossier «Sécurité humaine» peut être téléchargé à l'adresse www.securitehumaine.ch

Témoignages de jeunes vétérans

(dg) Le service Films pour un seul monde présente un nouveau DVD contenant deux documentaires de la Suissesse Alice Schmid. *J'ai tué* retrace le destin d'enfants-soldats du Liberia. Cinq «vétérans» de la guerre racontent leur vie gâchée et leurs nuits hantées par des cauchemars. Ces témoignages sont placés dans le cadre du Talking Drum Studio, un programme de production multimédia établi au Liberia par une ONG internationale. Le film *Rester ou s'en aller?* porte quant à lui sur l'émigration. Il a été tourné en Sierra Leone, en collaboration avec un autre studio Talking Drum. De jeunes collaborateurs de cette station ont participé à la conception et à la réalisation du film. L'équipe de tournage a suivi Steven Swankay, un ancien enfant-soldat devenu reporter, et sa collègue Janet Khan. Les deux journalistes s'entretiennent avec différentes personnes dans une société qui oscille entre renouveau et stagnation. Ces documentaires ont vu le jour avec l'appui de la DDC (qui soutient également les studios Talking Drum). Ils ont obtenu plusieurs distinctions.

Alice Schmid: «J'ai tué» (1999) et «Rester ou s'en aller?» (2005), CH/Liberia/Sierra Leone, deux documentaires de 26 minutes chacun; versions: anglais, français,

service

allemand, dès 16/14 ans; distribution/vente: Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, info@globaleducation.ch. Prix: 40 francs pour les écoles et les enseignants, 70 francs pour les distributeurs (prêts externes). Informations: www.filmeeinewelt.ch, tél. 031 398 20 88

Blues sur les rives du Niger

(er) Afel Bocoum a commencé sa carrière musicale à l'âge de 13 ans, lorsqu'il a été découvert et encouragé par Ali Farka Touré, le «bluesman du désert» récemment décédé. Mais contrairement à celui de son



mentor, le «blues malien» d'Afel Bocoum vient de la terre africaine et diffuse un charme plein d'authenticité, sans grands effets électro-acoustiques. Ses mélodies simples et répétitives, ses rythmes hypnotiques s'écoulent à la manière du fleuve Niger. Des guitares électriques et acoustiques (dont le *njurkle* monocorde), la basse et la calebasse créent un tapis sonore à la fluidité ondulante. La flûte aux sons clairs ou le *njarka* (petit violon monocorde) aux accents nostalgiques et plaintifs ornent la légèreté envoûtante que dégagent les chants d'Afel Bocoum. Ce barde de 51 ans, qui appartient aux ethnies sonraï et peuhl d'Afrique occidentale, utilise sa voix haute, légèrement nasale et prenante pour chanter Dieu et le monde – souvent en dialogue avec son groupe Alkibar.

Afel Bocoum & Alkibar: «Niger» (Contre-Jour/RecRec)



Une fusion intemporelle

(er) L'album *Timeless* est né d'une rencontre: d'un côté, le légendaire pianiste et compositeur Sergio Mendes, âgé de 65 ans, dont les tubes jazzy de bossa nova et de samba ont fait le tour de la planète dans les années 60 et 70; de l'autre, William James Adams Jr, alias Will.I.Am, 31 ans, le leader du groupe hip hop Black Eyed Peas qui connaît actuellement un succès mondial. Les deux hommes ont eu l'idée de croiser leurs univers musicaux et de revisiter les grands classiques de la musique brésilienne avec des sonorités actuelles. Outre les Black Eyed Peas, toute une brochette d'artistes du R&B et du hip hop ont été invités dans le studio d'enregistrement pour ce lifting: Erykah Badu, Stevie Wonder et son harmonica, India Arie, Q-Tip, John Legend, etc. Les quinze plages ainsi concoctées constituent un phénoménal exercice d'équilibrisme visant à mettre au goût du jour les succès de Sergio Mendes avec des textes de la musique urbaine américaine, des chœurs, des sons électriques et des phrases instrumentales. C'est aussi un retour contemporain du piano staccato de Sergio Mendes, une allégresse sans date de péremption. Sergio Mendes: «Timeless» (Concord/Universal)

De Lhassa à New York

(er) Avec sa voix éthérée et esthétique, sèche et cristalline, inouïe et magique, la chanteuse

Yungchen Lhamo a une façon gracieuse de transmettre à notre oreille la force spirituelle et méditative du bouddhisme tibétain. Il y a 17 ans – elle en avait alors 23 – elle a quitté Lhassa pour traverser à pied l'Himalaya et gagner l'Inde voisine.

Aujourd'hui, elle vit à New York. Son quatrième album intitulé *Ama* (mère) laisse transparaître le mal du pays. Il contient des intercessions lyriques en faveur du Tibet et du dalaï-lama, un chant d'amour ludique, une triste et touchante prière sur le choc du 11 septembre 2001 à New York. Son duo avec Anni Lennox est un témoignage émouvant de l'accueil qui avait été réservé à l'exilée tibétaine. L'intensité des chansons de Yungchen Lhamo est soulignée par une sobre instrumentation comprenant des cordes d'Asie orientale, mais aussi la guitare à résonateur métallique, le violon, l'alto, le violoncelle, la kora africaine, la trompette ou la flûte en bambou.

Yungchen Lhamo: «Ama» (Real World/EMI)

L'apartheid vu par une enfant blanche

(bf) Dans sa première bande dessinée, intitulée *Meine Mutter war eine schöne Frau* (ma mère était une belle femme), Karlien de Villiers, née en 1975, raconte son enfance et son adolescence de jeune fille blanche en Afrique du Sud. Avec des images simples et évocatrices, elle brosse le por-



trait d'une famille qui se désagrège dans une société dont la vie quotidienne était conditionnée par des lois raciales inhumaines et une répression impitoyable (également contre la minorité blanche). L'auteure aborde ce sujet complexe dans un style sobre et efficace, en plaçant ses personnages – volontairement simplifiés – dans un contexte fourmillant de détails. Elle explique certaines particularités politiques et culturelles de la société sud-africaine dans de brèves notes en bas de page. En dépit de ce regard sans complaisance, l'histoire n'est pas dépourvue d'empathie et d'une nostalgie teintée d'ironie.

Karlien de Villiers: «Meine Mutter war eine schöne Frau», Arrache Cœur, Zurich, 2006

Nouvelles de Bruxelles

(bf) Il était prévu depuis des années, le voici enfin: le *EU Donor Atlas 2006* (atlas des donateurs de l'UE 2006) présente une cartographie de l'aide communautaire dans le monde. La Suède alloue un petit cinquième de son aide à des activités multilatérales. Une bonne partie des contributions espagnoles restent liées. La Commission européenne investit 43% de ses fonds de développement en Afrique subsaharienne. Quant à la Lituanie, son aide va au-delà de l'Europe orientale et de l'Asie centrale, elle bénéficie également à l'Afghanistan, par exemple. Tel est le type d'informations fourni par ce nouvel atlas des donateurs. Il résume les activités de 26 agences de développement (25 États membres et la Commission européenne) sous forme de graphiques et de statistiques. Un ouvrage instructif et pratique à consulter.

L'atlas est disponible en anglais à l'adresse: http://ec.europa.eu/comm/development/body/publications/docs/eu_donor_atlas_2006.pdf



Hommage à un grand photographe

(bf) Né à Zurich en 1916, Werner Bischof a été l'un des photographes majeurs du 20^e siècle. Ses œuvres, publiées notamment dans *Paris-Match*, *Time*, *Life* et *Du*, font partie des classiques de la photographie en noir et blanc. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, quand il a pu parcourir l'Europe dévastée, il a fourni un témoignage poignant des souffrances et des destructions laissées par ce conflit. En 1949, il a rejoint l'agence Magnum. Werner Bischof est devenu célèbre au début des années 50 avec ses photoreportages sur une famine en Inde, sur la guerre en Corée et en Indochine ou sur le Moyen-Orient. Il est mort accidentellement en 1954 dans les Andes péruviennes, à l'âge de 38 ans. L'album *WernerBischofBilder* (en allemand) révèle ce photographe dans toute son ampleur, entre l'art et le reportage. Un hommage très complet que l'on attendait depuis longtemps. « *WernerBischofBilder* », publié par

Marco Bischof, Simon Maurer et Peter Zimmermann ; éditions Benteli, Berne, 2006

L'aventure coloniale en images

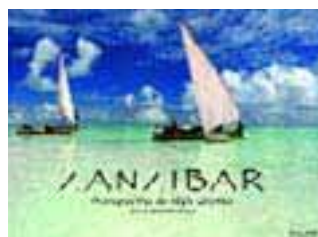
(jls) L'invention de la photographie a modifié la perception que l'Occident avait des contrées exotiques. Vers 1850, des missionnaires, des officiers coloniaux et des négociants ramènent en métropole les premiers clichés d'Afrique et d'Asie. « La photographie est un constat, un témoignage irréfutable qui va beaucoup plus loin que le dessin », remarque Charles-Henri Favrod dans *Le temps des colonies*. Puisant dans sa collection personnelle, l'écrivain et journaliste vaudois publie près de 200 photographies et cartes postales réalisées durant la deuxième moitié du 19^e siècle et le début du 20^e. Ces images retracent la vie des indigènes et les méfaits de la colonisation. On y découvre des colons assis dans leurs chaises à porteurs, des fumeries d'opium en Chine, un petit cireur de chaussures algérien, une danse de féticheuses à Dakar, des forçats enchaînés ou encore une exécution à la guillotine sur une



place publique de Saigon. Charles-Henri Favrod : « *Le temps des colonies* », éditions Favre, Lausanne, 2005

Lumière sur une ville de pierre

(jls) Située à 40 kilomètres de la côte africaine, l'île de Zanzibar baigne dans l'océan Indien et l'odeur des épices. Elle fut le premier exportateur mondial de clous de girofle et la plaque tournante de nombreux échanges commerciaux, y compris le trafic d'esclaves. Le photographe vaudois Régis Colombo a consacré un album à ce long radeau de terre et à ses habitants.



Les lagons transparents et les arbres tropicaux à perte de vue font la magie de Zanzibar, au même titre que son architecture, témoin d'un passé riche et tumultueux. Accompagné du journaliste Jean-Blaise Besençon, le photographe s'est perdu dans les ruelles étroites de Stone Town, à l'affût du rayon de lumière idéal sur les façades colorées, les passants, les bazars et les portes de bois magnifiquement sculptées. Il a arpenté les zones côtières, observant les *dhows*, ces

vieux boutres à voile unique qui sont utilisés encore aujourd'hui pour la pêche et le transport des marchandises.

Régis Colombo : « *Zanzibar* », textes de Jean-Blaise Besençon, éditions Favre, Lausanne, 2005

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur des thèmes de politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à disposition des écoles, des associations et des institutions pour organiser des exposés et des discussions sur de nombreux thèmes de politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Toutefois, 30 personnes au moins doivent participer à la manifestation et l'offre du service de conférences n'est valable que pour des manifestations organisées en Suisse.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser au Service de conférences du DFAE, Service d'information, Palais fédéral ouest, 3003 Berne.

Tél. 031 322 31 53 ou 031 322 35 80;
fax 031 324 90 47/48;
info@eda.admin.ch

Impressum

« Un seul monde » paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vufray (coordination globale) (vuc)
Barbara Affolter (abb)
Joachim Ahrens (ahj)
Thomas Jenatsch (jtm)

Jean-Philippe Jutzi (juj)
Antonella Simonetti (sia)
Andreas Stauffer (sfx)
Beat Felber (bf)

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho : Mermod SA, Lausanne

Impression : Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 13 48
E-mail : info@deza.admin.ch
www.ddc.admin.ch

860148187

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 58500

Couverture : Roumanie, Jan Banning / laif

ISSN 1661-1675

Dans le prochain numéro :

Depuis que l'environnement durable constitue l'un des Objectifs du Millénaire pour le développement, le débat écologique est entré dans une nouvelle dynamique. Notre dossier analyse les approches et tendances actuelles. Il présente aussi des expériences concrètes.

